

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session**

Rome, 1<sup>er</sup>- 2 décembre 2004

**PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE**

**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LA SOUS-RÉGION**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>vi</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>1</b>
A. Situation économique de la sous-région	1
B. Secteur agricole	5
C. Pauvreté rurale	7
D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles	9
E. Stratégie nationale visant à la réduction de la pauvreté rurale	9
<b>III. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LA SOUS-RÉGION</b>	<b>10</b>
<b>IV. CADRE STRATÉGIQUE POUR LE FIDA</b>	<b>11</b>
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	11
B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre de projets	15
C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	16
D. Perspectives de corrélations avec d'autres donateurs et institutions	17
E. Domaines se prêtant au dialogue stratégique	18
F. Mesures visant l'amélioration de la gestion du portefeuille	19
G. Cadre indicatif de financement et programme de travail glissant	19
 <b>APPENDICES</b>	
<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>7</b>
<b>III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)</b>	<b>9</b>
<b>IV. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED SUBREGIONAL PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LA SOUS-RÉGION)</b>	<b>11</b>
<b>V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)</b>	<b>12</b>



### TAUX DE CHANGE

Fidji	1,00 USD = 1,6 dollar fidgien (FJD)
Îles Cook	1,00 USD = 1,45 dollar néo-zélandais (NZD)
Îles Marshall	Dollar des États-Unis (USD)
Îles Salomon	1,00 USD = 6,97 dollars salomoniens (SBD)
Kiribati	1,00 USD = 1,4 dollar australien (AUD)
Micronésie	Dollar des États-Unis (USD)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1,00 USD = 3 kina (PGK)
Samoa	1,00 USD = 3 tala (WST)
Tonga	1,00 USD = 1,9 pa' anga (TOP)
Vanuatu	1,00 USD = 115,04 vatu (VUV)

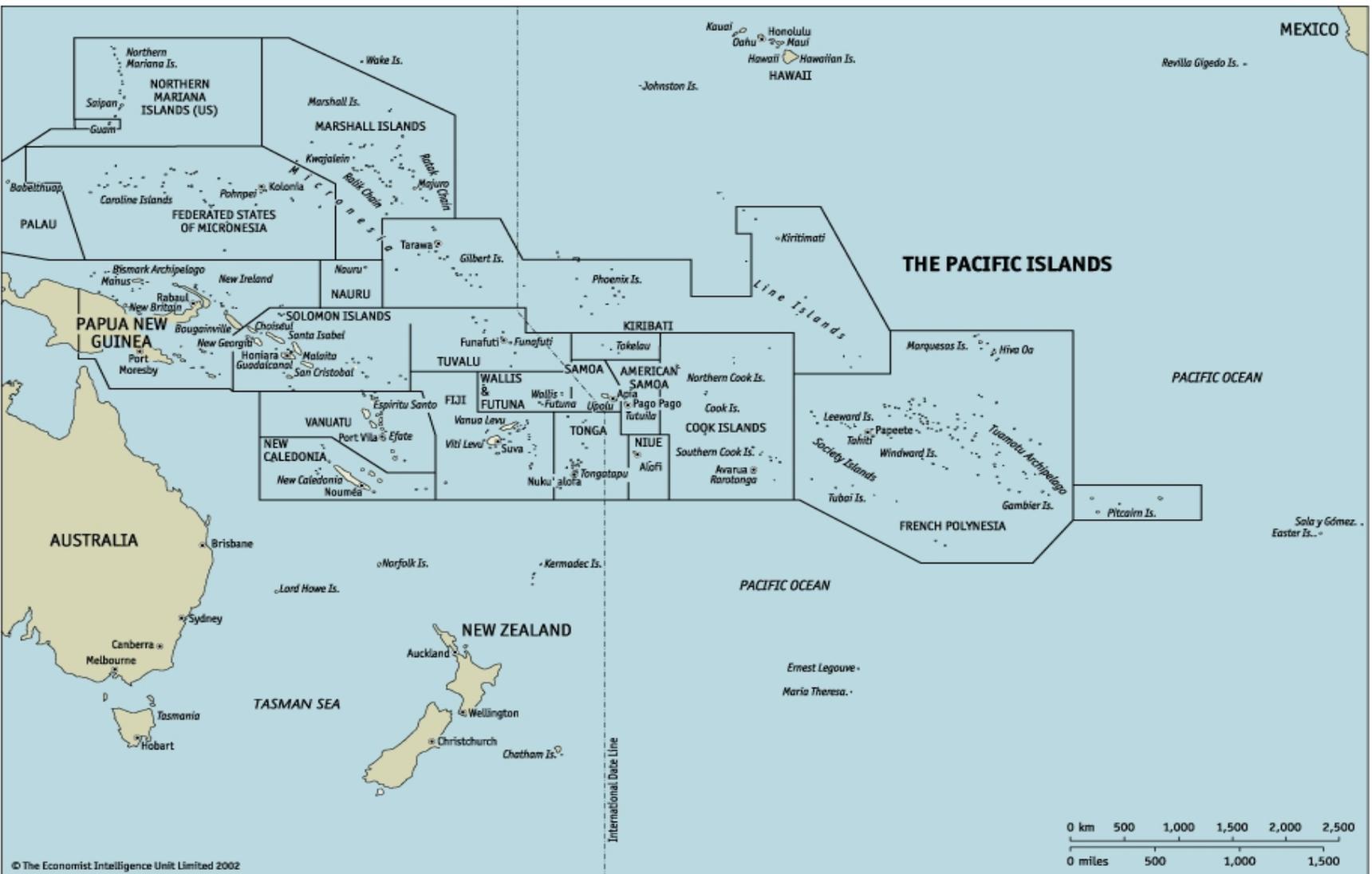
### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

APD	Aide publique au développement
AusAID	Agence australienne pour le développement international
BAsD	Banque asiatique de développement
CPS	Secrétariat de la Communauté du Pacifique
DSAP	Programme de développement d'une agriculture durable dans le Pacifique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
OAC	Organisation à assise communautaire
ONG	Organisation non gouvernementale
MORDI	Rationalisation des initiatives de développement rural
NZAID	Agence néo-zélandaise pour le développement international
PIP	Pays insulaires du pacifique
PME	Petite et moyenne entreprise
SRESOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour la sous-région

CARTE DES PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE

### Pays: Papouasie-Nouvelle-Guinée

Número du projet	Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code prêt/don	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
113	Projet relatif à la pêche artisanale	FIDA	UNOPS	I	09 déc. 82	14 août 84	31 déc. 91	L - 1 - 113 - PN	DTS	9050000	33%
192	Projet de développement rural du Simbu méridional	FIDA	Banque mondiale: BIRD	I	18 sept. 86	20 août 87	31 déc. 95	L - 1 - 192 - PN	DTS	3000000	60%
326	Projet de développement rural du Simbu septentrional	FIDA	UNOPS	I	06 avr. 93	27 sept. 94	30 juin 02	L - 1 - 326 - PN	DTS	4350000	88%

### Pays: Samoa

Número du projet	Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code prêt/don	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
75	Projet de développement de l'élevage	FIDA	BAsD	PF	09 sept. 81	04 juin 82	30 juin 91	L - 1 - 75 - WS	DTS	1400000	63%
320	Projet d'animation rurale	FIDA	UNOPS	PF	03 déc. 92	02 avr. 93	31 déc. 96	L - 1 - 320 - WS	DTS	1300000	79%

### Pays: Îles Salomon

Número du projet	Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code prêt/don	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
147	Projet relatif aux services ruraux	BAsD	BAsD	PF	04 avr. 84	16 avr. 85	31 déc. 91	L - 1 - 147 - SM	DTS	1450000	100%
224	Projet de services financiers ruraux	FIDA	UNOPS	PF	15 sept. 88	04 sept. 91	31 déc. 99	L - 1 - 224 - SM	DTS	1150000	93%

### Pays: Tonga

Número du projet	Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code prêt/don	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
129	Projet de credit agricole	BAsD	BAsD	PF	12 sept. 83	17 janv. 84	31 mars 88	L - 1 - 129 - TA	DTS	950000	100%
220	Projet de credit rural	FIDA	UNOPS	PF	26 avr. 88	11 oct. 88	30 juin 93	L - 1 - 220 - TA	DTS	1700000	99%
327	Projet de crédit dans les îles périphériques	FIDA	UNOPS	PF	06 avr. 93	12 nov. 93	30 juin 99	L - 1 - 327 - TA	DTS	2200000	100%

BAsD=Banque asiatique de développement; BIRD=Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Groupe de la Banque mondiale); UNOPS=Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;  
PF=Particulièrement favorables; I=Intermédiaire

## RÉSUMÉ

**Introduction.** Après l'introduction du système d'allocation fondé sur la performance, entre autres raisons, le nouveau cadre d'affectation des ressources a incité le FIDA à redéfinir sa stratégie pour la sous-région Pacifique. À la suite de la mission d'enquête qui s'est déroulée en 2003, le FIDA a organisé un atelier consultatif sur le "Réengagement du FIDA dans le Pacifique", auquel ont assisté plusieurs ministres et représentants de neuf pays insulaires du Pacifique (PIP). S'inspirant des conclusions de l'atelier, le FIDA a envoyé en juin 2004 une mission chargée de préparer l'Exposé des options et stratégies d'intervention pour la sous-région (SRESOP). Les membres de la mission se sont rendus dans dix des PIP et ont tenu plus de 120 réunions avec les gouvernements nationaux, des agences multilatérales et bilatérales d'aide publique au développement, des organisations régionales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des représentants d'organisations de base. Les conclusions du SRESOP ont été présentées à Wellington, en Nouvelle-Zélande, à l'occasion d'une table ronde organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gouvernement néo-zélandais, et coparrainée par le FIDA, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et le Secrétariat du Commonwealth, et à laquelle ont participé des représentants des 14 PIP.

**Diversité de la sous-région.** Le Pacifique présente une extraordinaire combinaison de caractéristiques géographiques, écologiques, sociologiques et économiques. La région abrite des groupements divers de peuples et de cultures indigènes, et plus de 2 000 langues sont parlées dans les trois sous-régions – Mélanésie, Micronésie et Polynésie – qui constituent, de manière généralement admise, la région. Malgré cette diversité, les PIP connaissent un certain nombre de problèmes de développement communs, qui tiennent à leur dispersion géographique, leur superficie restreinte, la fragilité de leur écosystème, l'éloignement des marchés extérieurs et le haut niveau corrélatif des coûts de transaction, la dépendance à l'égard de l'aide internationale, l'instabilité politique et les problèmes de gouvernance. Les conséquences de catastrophes naturelles, du changement climatique mondial et de la montée du niveau de la mer auront, pour les PIP, une incidence sérieuse sur les perspectives économiques à moyen et à long termes.

**Pauvreté rurale.** Pour le monde extérieur, l'image du Pacifique n'est généralement pas associée à l'idée de pauvreté. Les insulaires du Pacifique eux-mêmes manifestent souvent une réticence à faire allusion à la pauvreté. La plus grande partie du Pacifique ne connaît ni faim extrême, ni inanition, étant donné qu'on y pratique une grande variété de cultures vivrières de subsistance. Néanmoins, les mesures classiques de la pauvreté ne sont pas les plus adéquates dans le Pacifique, et on rencontre en de nombreux points de la région des situations de sérieuse détresse matérielle et une baisse des niveaux de développement humain. Les indicateurs de pauvreté font apparaître de fortes différences entre les PIP. Tonga, Samoa et les Fidji se placent dans le quintile supérieur des classements mondiaux, tandis que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et le Vanuatu se placent dans le quintile inférieur, à un rang comparable à celui des pays les plus pauvres d'Afrique et d'Asie. Les indicateurs concernant la mortalité maternelle et infantile et l'alphabétisation des adultes sont particulièrement médiocres en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Salomon et au Vanuatu. D'autres caractéristiques se retrouvent dans l'ensemble de la région: absence d'accès aux marchés, à l'information et aux services sociaux de base; inégalités entre les sexes et les groupes d'âges; problèmes de gouvernance; augmentation de la criminalité; et troubles civils. La situation des femmes, telle que la mesurent l'indice du développement humain et l'indice de pauvreté humaine, demeure préoccupante dans la plus grande partie de la région. Dans certains pays, les taux de suicide des jeunes sont parmi les plus hauts du monde. Les taux de suicide parmi les hommes en Micronésie, les femmes aux Samoa, et les Indo-Fidjiens sont deux fois plus forts que les plus élevés enregistrés partout ailleurs dans le monde.

**Enseignements tirés.** Le Pacifique a été l'un des plus importants bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD) dans le monde. Ces financements ont, pour la plus grande partie, pris la forme de dons. Près de 85% de l'APD par habitant provient de sources bilatérales, les principaux donateurs

étant le Japon, les États-unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il est largement admis que, du point de vue de la lutte contre la pauvreté, l'efficacité et les résultats de la majorité des activités financées par l'APD dans la région ont été très limités. Les examens auxquels ont procédé le FIDA et d'autres donateurs ont permis de tirer d'importants enseignements et fait apparaître plusieurs exigences: renforcer les institutions existantes; accroître la prise en charge par la communauté et les pouvoirs publics; renforcer les partenariats entre les ONG et le secteur privé; mener des opérations à petite échelle; prendre des dispositions simples et souples pour leur exécution; assurer des filières commerciales; maintenir une supervision rentable; et adopter des mécanismes durables en matière de finance rurale.

**Rôle spécifique du FIDA dans le Pacifique.** L'héritage d'un certain nombre d'opérations antérieures de développement financées par l'APD et qui ont eu un impact limité et une longévité encore plus réduite, devrait inciter le FIDA à promouvoir des initiatives de développement ciblées, reposant sur les principes de la prise en charge par la communauté, de l'autosuffisance et de la durabilité. Ses opérations à petite échelle, sa résolution à définir des cibles, sa capacité d'évaluer la pauvreté dans ses multiples dimensions, sa capacité de travailler en collaboration (sur la base de partenariats avec les communautés locales, les pouvoirs publics et les organisations de la société civile), son aptitude à mettre à l'essai au niveau de la base des options de développement et à mener des expériences portant sur des approches innovantes du développement communautaire donnent au FIDA la possibilité d'adapter ses interventions à des besoins spécifiques de la sous-région. Il est toutefois essentiel que le travail du Fonds soit très largement médiatisé afin d'en accroître l'impact, à la fois en termes de mobilisation de ressources supplémentaires et, surtout, en termes d'influence sur les stratégies et politiques de développement des PIP, des organisations régionales et des agences d'APD.

**Stratégie et cadre logique du FIDA.** Le but du FIDA, tel qu'il est identifié par le SRESOP, sera de donner aux ruraux pauvres, dans les PIP, les moyens de surmonter la pauvreté et la détresse matérielle, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement. Des résultats spécifiques en termes de développement ont été identifiés au titre des trois objectifs du cadre stratégique du FIDA: i) renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations; ii) progresser vers un accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie; et iii) améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers.

**Ciblage et créneaux du FIDA.** Les futures interventions du FIDA dans la sous-région auront pour points d'ancrage un certain nombre de zones géographiques, de groupes cibles, de créneaux stratégiques et de thèmes transversaux. Elles s'intéresseront notamment: aux atolls, aux îles périphériques et aux communautés isolées dans les régions montagneuses; aux groupes vulnérables, aux femmes et aux jeunes ruraux; à la sécurité alimentaire locale et au remplacement des importations; aux opportunités de marché; à la formation de revenu; au partenariat avec plusieurs parties prenantes; et à la gouvernance locale.

**Approche intégrée du programme.** La stratégie retenue par le FIDA pour atteindre les objectifs du SRESOP sera mise en œuvre par le biais d'une approche intégrée du programme dont les éléments clés seront: i) pilotage des innovations et des initiatives des pouvoirs publics; ii) développement institutionnel et renforcement des capacités des organisations locales; iii) recherche appliquée et gestion des connaissances; et iv) concertation et plaidoyer.

**Possibilités d'interventions dans le cadre des projets.** Le SRESOP a recensé un certain nombre de possibilités d'investissement à envisager dans la perspective d'un futur financement par le FIDA. La première de ces possibilités concerne la proposition de lancer un programme de rationalisation des initiatives de développement rural pour appuyer des opérations au niveau microéconomique en partenariat avec les ONG locales. La deuxième possibilité serait d'apporter un complément aux projets régionaux de développement agricole en cours, financés par l'Union européenne et/ou la FAO. La troisième serait centrée sur la mise à l'essai avec le secteur privé de nouvelles possibilités de

développement. La quatrième possibilité s'inscrit dans le droit fil des opérations antérieures axée sur les projets de prêts au niveau d'un pays. Une autre proposition, plus spécifique, se concentre sur la question de la sécurité alimentaire locale dans les PIP de Micronésie. Enfin, il est suggéré que le FIDA étende à la sous-région un certain nombre d'activités en cours répondant aux besoins du Pacifique.

**Domaines de concertation.** Prenant pour base les interventions réussies, le FIDA fera participer les organisations régionales pertinentes, les gouvernements des pays, les agences multilatérales et bilatérales de développement et les ONG locales et régionales à un dialogue visant à institutionnaliser les résultats obtenus. Le Fonds facilitera un processus dans lequel les points de vue des communautés locales pourront s'exprimer au niveau national. Il est nécessaire, avant tout, de plaider pour que l'on accorde plus d'attention et davantage de ressources matérielles et financières au développement agricole et rural. Le dialogue concerne aussi d'autres domaines: intérêt pour les terres négligées et marginales; questions commerciales; et plus grande participation de la société civile.

**Gestion du portefeuille.** Le FIDA conclura des arrangements de partenariat pour compenser son absence sur le terrain et pour garantir une supervision et un appui à l'exécution dans des conditions rentables. Plusieurs agences de développement opérant actuellement dans la région Pacifique pourraient offrir un appui sur les plans technique et de la gestion. Le Secrétariat de la Communauté Pacifique et la FAO, actuellement responsables de l'exécution des deux plus importants programmes régionaux de développement rural, ont déjà fait part de leur intérêt pour un travail en collaboration avec le FIDA.

## PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LA SOUS-RÉGION

#### I. INTRODUCTION

1. De 1981 à 1993, le FIDA a conduit un programme très actif dans la sous-région Pacifique, accordant au total dix prêts à quatre pays: Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon et Tonga. Depuis 1993 toutefois, aucun nouvel engagement n'a été approuvé pour la sous-région Pacifique. Cela s'explique à la fois par la réduction du nombre annuel de projets approuvés, qui a eu une incidence négative sur les opérations du FIDA dans la région Asie et Pacifique, et par les conclusions de l'évaluation par le Fonds, en 1998, de ses activités dans les petits États insulaires en développement, montrant qu'il est difficile d'apporter de manière rentable une aide financière à ces pays. Aujourd'hui, après l'introduction du système d'allocation fondé sur la performance, entre autres raisons, le nouveau cadre d'affectation des ressources a incité le FIDA à redéfinir sa stratégie pour la sous-région Pacifique. Dans le même temps, la disponibilité d'instruments supplémentaires prévue par sa nouvelle politique en matière de dons donne au FIDA l'occasion de diversifier ses modalités opérationnelles, auxquelles vient s'ajouter la possibilité de financer des programmes régionaux. Il convient de noter, à cet égard, que le présent Exposé des options et stratégies d'intervention pour la sous-région (SRESOP) doit être examiné en rapport avec le projet de programme régional de rationalisation des initiatives de développement rural (MORDI), soumis par ailleurs à la présente session du Conseil d'administration du FIDA.

2. À la suite de la mission d'enquête effectuée en juillet 2003, le FIDA a organisé, le 4 décembre 2003, un atelier consultatif sur le "Réengagement du FIDA dans le Pacifique", auquel ont assisté les représentants de neuf pays insulaires du Pacifique (PIP), dont certains ne sont pas membres du FIDA. S'inspirant des conclusions de l'atelier, le FIDA a envoyé, du 6 juin au 7 juillet 2004, une mission chargée de préparer le SRESOP. Les membres de la mission se sont rendus dans dix des PIP et ont tenu plus de 120 réunions avec les gouvernements nationaux, des agences multilatérales et bilatérales d'aide publique au développement (APD), des organisations régionales, des organisations non gouvernementales (ONG) et des représentants d'organisations de base. En collaboration avec l'ONG Counterpart International et le réseau d'ONG associées au sein de la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud (FSPI), un atelier intitulé "Un dialogue avec l'Océanie: de la doctrine à l'action et de l'action à la doctrine" a été organisé aux Samoa les 24 et 25 juin 2004, avec la participation de 30 représentants des ONG et du secteur privé. Les conclusions préliminaires du SRESOP ont été présentées le 2 juillet 2004 à Wellington, en Nouvelle-Zélande, à l'occasion d'une table ronde organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gouvernement néo-zélandais, et coparrainée par le FIDA, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) et le Secrétariat du Commonwealth. Enfin, le projet de rapport a été transmis pour observations aux PIP et aux organisations régionales et internationales avant l'établissement du texte définitif.

#### II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE

##### A. Situation économique de la sous-région

3. **Diversité de la sous-région.** La sous-région Pacifique, qui couvre plus de 19 millions de kilomètres carrés (km<sup>2</sup>), présente une combinaison unique de caractéristiques géographiques, écologiques, sociologiques et économiques. Elle abrite des groupements divers de peuples et de cultures indigènes, répartis entre les 14 PIP et les trois ensembles sous-régionaux – Mélanésie, Micronésie et Polynésie – qui composent de manière généralement admise la région. Exemple de cette diversité, plus de 2 000 langues sont parlées dans la région. La diversité se manifeste également en termes de bases de ressources naturelles et de chiffres de population. La population totale des 14 PIP

est d'environ 7,8 millions d'habitants, la Papouasie-Nouvelle-Guinée représentant à elle seule 73% de ce total, tandis que les cinq plus petits PIP – les Îles Cook, Nauru, Niue, Palau et Tuvalu – représentent ensemble moins de 1%. Nonobstant cette diversité, les PIP connaissent un certain nombre de problèmes de développement communs, qui tiennent à leur dispersion géographique, leur superficie restreinte, la fragilité de leur écosystème, l'éloignement des marchés extérieurs et le niveau élevé des coûts de transaction qu'il entraîne, et la dépendance à l'égard de l'aide internationale. Les conséquences de catastrophes naturelles, du changement climatique mondial et de la montée du niveau de la mer auront, pour les PIP, une incidence sérieuse sur les perspectives économiques à moyen et à long termes. Cinq des pays de la région sont classés dans le groupe des pays les moins avancés: Kiribati, Samoa, Îles Salomon, Tuvalu et Vanuatu. À l'heure actuelle, six PIP (les Îles Cook, les Îles Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, les Îles Salomon et Tonga) sont membres du FIDA, Kiribati a soumis sa candidature.

4. **Mélanésie:** les Îles Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu). Les quatre pays mélanésiens représentent plus de 98% de la superficie émergée et 92% de la population de l'ensemble des PIP. Les trois pays de l'ouest de la Mélanésie – Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Vanuatu – ont pour caractéristiques communes un faible revenu par habitant, une forte croissance démographique et des indicateurs sociaux en baisse (ce qui les place en bas du classement des PIP pour des mesures composites telles que l'indice du développement humain et l'indice de pauvreté humaine). Ils ont subi, au cours des dernières années, un fort repli de l'activité économique et ont connu, à des degrés variables, une instabilité politique et sociale, dont les conséquences ont été particulièrement sérieuses aux Îles Salomon. Bien que la pauvreté urbaine devienne de plus en plus visible, la pauvreté demeure, dans ces pays, essentiellement rurale. Plus de 90% des pauvres vivent dans les zones rurales, et on observe, entre les zones urbaines et rurales, de fortes disparités pour la plupart des indicateurs sociaux. Néanmoins, ces pays, et en particulier la Papouasie-Nouvelle-Guinée, possèdent des ressources foncières comparativement importantes et diversifiées, ce qui laisse entrevoir des possibilités pour l'avenir.

5. Les conditions sont différentes aux Fidji. L'économie de ce pays est la plus diversifiée de la région. C'est aussi l'un des plus riches et des plus urbanisés des PIP, bien qu'il soit également affecté par l'instabilité politique, que les inégalités soient fortes, et qu'on trouve, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, des poches non négligeables de misère. Les questions relatives à la propriété foncière y sont particulièrement importantes. Les îles Fidji sont aussi confrontées à une difficile transition pour réduire la dépendance à l'égard de l'industrie sucrière.

6. **Micronésie:** (États fédérés de Micronésie, Kiribati, Îles Marshall, Nauru et Palau). Les pays de la Micronésie comprennent un grand nombre d'atolls et d'îles de petite taille, éparpillés sur une vaste zone océanique, avec des ressources terrestres limitées, mais d'abondantes ressources marines. Les densités démographiques sont élevées – d'où la pression sur les ressources – l'urbanisation a été rapide, et l'éloignement des marchés intérieurs et internationaux affecte la plus grande partie de la population. Dans le classement reposant sur les indicateurs composites de pauvreté, ces pays se placent à un niveau modeste, mais ils sont fortement vulnérables aux chocs économiques ou aux phénomènes climatiques. Il existe de fortes disparités de conditions entre les îles principales (urbanisées) et les îles périphériques.

7. **Polynésie:** (Îles Cook, Niue, Samoa, Tonga et Tuvalu). On retrouve dans cette sous-région certaines des caractéristiques de la Micronésie, avec des populations peu nombreuses, mais des densités relativement fortes. Elle est confrontée, tout comme la Micronésie, à des problèmes concernant la fourniture des services aux îles périphériques éloignées. L'émigration – en particulier vers la Nouvelle-Zélande et l'Australie – et les envois de fonds ont joué un rôle important dans la majorité de ces pays. Dans l'ensemble, les cultures y sont solidaires et les indicateurs sociaux meilleurs que dans la plupart des pays du Pacifique. La pauvreté, dans ces pays, est généralement qualifiée de "pauvreté circonstancielle".

8. **Performance économique.** Le taux de croissance économique de la région Pacifique a connu, tout au long des années 90, une tendance à la baisse due en partie à la faible productivité des investissements et au déclin du stock de ressources naturelles. En 2002, la région a profité du raffermissement des prix internationaux des minerais et des cultures commerciales, de l'augmentation de l'activité touristique et de politiques budgétaires généralement expansionnistes. Cependant, les problèmes politiques et de stabilité internes, associés à la médiocre gestion macroéconomique, ont persisté aux Fidji, à Nauru, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon. Cette situation a affecté la performance économique et, s'ajoutant à la hausse des prix du pétrole brut, a accru les coûts de production et de transport, entraînant ainsi une baisse de la compétitivité. La médiocrité de la gouvernance est généralement perçue comme l'une des principales raisons de la faiblesse du développement économique des PIP, comme en témoignent la piètre qualité de la gestion macroéconomique et de l'administration des services publics, l'insuffisance des politiques et le faible niveau de transparence. De manière générale, le secteur des services (y compris les services publics) domine l'économie, suivi par le secteur primaire, tandis que le secteur manufacturier est peu important. L'agriculture, les pêches et le tourisme sont les trois principales sources de valeur économique dans le Pacifique.

9. L'une des caractéristiques des PIP réside dans leur ouverture aux économies externes, ce qui les expose aux chocs économiques d'origine extérieure et aux fluctuations des marchés mondiaux. Dans la plupart de ces pays, l'agriculture représente plus de 50% des exportations et, à l'exception de celle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, leurs balances commerciales sont fortement déficitaires. Pourtant, la plus grande partie des produits (fruits, légumes, viande, produits laitiers) destinés aux supermarchés locaux et au secteur du tourisme est importée d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les PIP sont dans une position d'extrême faiblesse en ce qui concerne la possibilité d'influer sur les cours mondiaux ou les régimes commerciaux. L'importance croissante des règlements de quarantaine a limité leur accès aux marchés. Les PIP sont à peu près totalement dépendants des importations de combustibles fossiles pour la production d'énergie et pour le transport. Les échanges entre PIP sont très faibles (moins de 5% du total des échanges) à cause des barrières commerciales, de la complémentarité limitée des produits échangés, mais aussi du caractère inadéquat des services de transport intrarégionaux. Un accord de libre-échange entre les pays insulaires du Pacifique (PICTA) a été conclu en 2003 pour favoriser l'intégration régionale, Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon sont membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC); Samoa, Tonga et le Vanuatu y ont présenté leur candidature.

10. **Tourisme.** Dans certains PIP, le secteur du tourisme est la principale source de recettes en devises. Il constitue une source majeure d'emploi et de formation de revenu, représentant selon les estimations de 15 à 20% de l'emploi formel dans plusieurs PIP. La majorité des entreprises ayant un rapport avec le tourisme dans la région sont des petites et moyennes entreprises (PME). L'écotourisme, l'un des segments en croissance très rapide du marché mondial du tourisme, constitue une possibilité de développement pour la plupart des PIP. Dans la région du Pacifique, les projets d'écotourisme et de tourisme à base communautaire sont principalement implantés dans des zones de grande valeur du point de vue de la conservation, et les terres relèvent souvent d'un régime foncier coutumier.

11. **Entrées financières.** Les envois de fonds des travailleurs expatriés apportent une contribution de premier plan à l'économie de certains PIP. Tel est particulièrement le cas dans les pays de la Polynésie et de la Micronésie, où le pourcentage des travailleurs migrants par rapport à la population locale peut atteindre 100%. Selon les estimations de la Banque mondiale, par exemple, les envois de fonds des résidents à l'étranger représentent environ 20% du produit intérieur brut (PIB) à Tonga. Les PIP n'ont pas vraiment réussi à attirer les investissements étrangers directs, qui varient entre 6,4% (Vanuatu) et 0,5% (Samoa) du PIB. La Banque mondiale estime que, pour la période 1992-2002, ce sont au total 4,86 milliards de USD qui ont été fournis par des agences multilatérales et bilatérales au titre de l'APD pour financer des activités de développement dans le Pacifique, non comprise la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce qui correspond à une allocation annuelle moyenne d'environ 200 USD par habitant. La sous-région Pacifique est reconnue comme l'une des plus grandes bénéficiaires d'APD

par habitant dans le monde. Ces financements ont, pour l'essentiel, pris la forme de dons. Près de 85% de l'APD provient de sources bilatérales, les principaux donateurs étant le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

12. **Le secteur privé et les ONG.** Les économies des PIP ont, par le passé, été dominées par le secteur public. Conséquence des contraintes budgétaires et des capacités limitées des pouvoirs publics, on observe depuis peu, toutefois, que des organisations de la société civile et des agences privées fournissent une part croissante de services aux zones rurales, notamment dans les domaines de la vulgarisation agricole, de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'enseignement. La faiblesse du cadre juridique et réglementaire, qui constitue l'une des contraintes pesant sur le secteur privé, vient s'ajouter aux contraintes naturelles évoquées plus haut, comme l'éloignement et la dispersion géographique interne, et l'étroitesse des marchés domestiques, qui augmentent le coût des activités commerciales. Le secteur privé a joué un rôle pilote dans le domaine du tourisme et des exportations agricoles, mais son rôle en tant que partenaire du développement a souvent été négligé.

13. Le secteur des ONG a connu une croissance rapide au cours des dernières décennies, et s'est diversifié à partir d'une base constituée d'organisations de service affiliées à des églises. La plupart des ONG de la région s'efforcent néanmoins de développer leur capacité organisationnelle pour répondre aux attentes des donateurs, des gouvernements et des communautés, tout en conservant l'avantage stratégique de la prestation de services à la base. Leur financement externe, accordé presque exclusivement sur la base d'un projet, est orienté vers la mise en œuvre et la prestation de services, mais échappe aux besoins critiques de développement organisationnel et de renforcement institutionnel, de mise en réseau et d'échange d'information.

### Profil par pays et résumé de la production agricole<sup>a</sup>

Pays	Superficie émergée (km <sup>2</sup> )	Superficie maritime (milliers de km <sup>2</sup> )	Population (en milliers)	Forme géographique	Exportations agricoles en pourcentage des exportations totales (%)	Contribution de l'agriculture au PIB (%)
Îles Cook	180	1 830	19,0	îles volcaniques et atolls	15	12
Îles Fidji	18 376	1 290	779,2	îles volcaniques et quelques petits atolls	43	16
États fédérés de Micronésie	701	2 780	118,8	îles volcaniques et atolls		3
Kiribati	726	3 550	83,4	essentiellement des atolls	40	17
Îles Marshall	720	2 131	60,0	atolls	27	14
Papouasie-Nouvelle-Guinée	461 690	3 120	4 311,5	îles volcaniques et quelques petits atolls	17	26
Samoa	2 934	120	176,8	îles volcaniques	16	14
Îles Salomon	29 785	1 340	432,2	îles volcaniques et quelques atolls	8	40
Tonga	696	700	100,2	îles volcaniques et quelques petits atolls	75	28
Vanuatu	12 189	680	177,2	îles volcaniques et quelques petits atolls	70	20
<b>Total</b>	<b>527 444</b>	<b>19 780</b>	<b>6 905,9</b>			

<sup>a</sup> Pour les dix pays visités par la mission SRESOP.

Source: FAO, Support to the Regional Programme for Food Security in the Pacific, 2003.

## B. Secteur agricole

14. La population des PIP vit surtout, dans une proportion pouvant aller jusqu'à 90%, dans les zones rurales. Le secteur agricole est celui qui offre le plus d'emplois, alors que sa contribution au PIB varie entre 3% dans les États fédérés de Micronésie et 40% dans les Îles Salomon. La superficie émergée, de 527 000 km<sup>2</sup> – la Papouasie-Nouvelle-Guinée comptant pour 88% de ce total – contraste de manière absolue avec les 19 millions de km<sup>2</sup> de superficie maritime constituant la zone économique exclusive. Il existe aussi de grandes différences entre les trois sous-régions dans les formes géographiques et les ressources. La Mélanésie est caractérisée par la richesse de ses sols volcaniques et de ses ressources matérielles, notamment des minerais. La Polynésie, bien que de même origine géologique, ne possède pas de minerais. Quant aux États atolls de la Micronésie, ils ont pour caractéristiques des superficies émergées minuscules, impropres à l'agriculture et soumises à l'érosion éolienne et saline, et au déficit hydrique. Les écosystèmes marins et terrestres typiques des milieux tropicaux sont fragiles, et la médiocre gestion des ressources et l'urbanisation récente ont été à l'origine de la dégradation des bassins versants supérieurs, de la destruction des forêts et de la pollution des habitats marins.

15. **Production agricole.** Dans l'ensemble des PIP, à l'exception des Îles Fidji, le système prédominant est celui d'une production de subsistance à petite échelle. L'exploitation familiale est de petite taille et, suivant le pays et la culture, peut comprendre: i) un jardin, dans l'arrière-cour; ii) un jardin collectif; et iii) une superficie consacrée aux cultures commerciales. L'élevage – spécialement les porcs et la volaille – joue un rôle mineur, bien qu'une grande importance lui soit attribuée dans des contextes cérémoniaux. Les animaux, rarement élevés, sont en général laissés en liberté et cherchent leur nourriture dans les poubelles. On trouve principalement, dans le *jardin familial*, des légumes et des fruits tropicaux. Le *jardin collectif* désigne un système d'agriculture itinérant défriché en commun et servant à la subsistance des ménages. On y cultive surtout des racines et des tubercules – patates douces, taros et ignames – mais aussi un large assortiment de légumes, d'épices, et de plantes médicinales. L'intensité de la rotation varie en fonction de la pression démographique. La superficie consacrée aux *cultures commerciales* – cacao, caoutchouc et café – est cultivée individuellement par les familles, et fait généralement partie d'un bloc contigu. La production et la productivité du secteur traditionnel des cultures commerciales sont étroitement liées aux cours mondiaux, et connaissent donc d'importantes fluctuations. Dans les trois systèmes, le travail est effectué par la main-d'œuvre familiale. Alors que les femmes assument pour l'essentiel la responsabilité de la production alimentaire, des soins aux animaux et du jardinage, les hommes s'occupent du défrichage, de la production des cultures commerciales, de la pêche et de la chasse. En Polynésie, les hommes jouent un rôle plus important dans l'agriculture traditionnelle. Les aliments produits sont, pour la plus grande partie, consommés frais par la famille, encore que les ignames et le manioc puissent être entreposés et, parfois, commercialisés.

16. **Pêche.** La contribution de la pêche au PIB varie entre 1,4% (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et 21,5% (Kiribati). Le thon est, de loin, la ressource marine la plus précieuse. Le volume total des prises de thon dans le Pacifique est estimé à plus de 2 millions de tonnes par an, d'une valeur pouvant atteindre 2 milliards de USD, dont une très faible partie revient aux PIP par le biais des redevances versées pour les licences de pêche. Les PIP coopèrent à un effort visant à une gestion durable des ressources marines. Dans l'ensemble des îles, l'apport en protéines fourni par la pêche côtière artisanale constitue une importante contribution à la nutrition des ménages. Peu de communautés ont atteint le stade des opérations commerciales. Aux Fidji en particulier, l'érosion et l'envasement résultant du déboisement à grande échelle dans les bassins versants supérieurs, ainsi que la pollution due au ruissellement de produits agrochimiques utilisés pour les cultures intensives dans les bassins versants inférieurs, ont eu un effet néfaste sur les ressources marines, à savoir les récifs coralliens et les prairies sous-marines, et sur les écosystèmes associés. Les communautés côtières n'ont pas obtenu leur part des bénéfices résultant de la pêche commerciale, que ce soit en termes de développement communautaire ou d'emploi. Les navires modernes de pêche commerciale disposant de licences précisant le volume des captures suivent les bancs de thons, transforment les prises en mer, et les exportent sans toucher terre. Les communautés vivant sur les atolls, qui constituent le gros de la

population dans l'ensemble de la Micronésie, ainsi que les populations installées sur les petites îles de Mélanésie et de Polynésie dépendent totalement, pour leur survie, des ressources marines.

17. **Foresterie.** Une situation semblable prévaut pour ce qui concerne l'exploitation des ressources forestières, en ce sens que les communautés locales ne retirent que peu de bénéfices des opérations d'abattage. Le pourcentage d'arbres coupés qui sont ensuite transformés dans les scieries locales est insignifiant. La surexploitation par la coupe à blanc dans les bassins versants supérieurs, jointe à l'absence de reboisement, a eu pour effets une dégradation et une érosion des sols, et des dommages aux ressources marines. En Mélanésie, les licences d'exportation apportent une contribution de premier plan au budget national et sont à la base de la plupart des allégations de corruption. Les communautés autochtones ont besoin des forêts locales où elles peuvent trouver les produits forestiers non ligneux qui leurs sont nécessaires: matériaux de construction, artisanat, produits médicaux, etc., mais l'abattage par les entreprises forestières internationales demeure dans une large mesure non réglementé et non viable sur le plan écologique. Il existe un vaste potentiel de promotion de modes durables de gestion forestière par le biais de systèmes de gestion à base communautaire dans de grandes parties de la Mélanésie.

18. **Régime foncier.** Étant donné que pour plus de 80% des terres le régime foncier relève du droit coutumier, et que le secteur agricole représente jusqu'à 90% des emplois formels et informels, la question de la sécurité de jouissance constitue, dans l'ensemble des PIP, un frein majeur au développement. Les règles coutumières varient d'un clan à l'autre, souvent même à peu de distance (spécialement en Mélanésie), et l'adoption de dispositions législatives nationales qui contribueraient à résoudre les questions, souvent conflictuelles, de tenure des terres demeure hors de portée des gouvernements. Les revendications foncières contradictoires au sein des clans et entre tribus, les empiètements par des occupants sans titre, et les dispositions en matière d'accès aux ressources sont à l'origine directe de litiges aux conséquences multiples: luttes tribales, agitation sociale et anarchie (Papouasie-Nouvelle-Guinée et Îles Salomon); litiges importants avec les sociétés minières et forestières (Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu); suppression de plantations et de développement de cultures arables (Îles Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, et Îles Salomon); corruption et favoritisme (Îles Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Vanuatu); et accès à l'infrastructure touristique (Îles Fidji). Aux Fidji, le défaut de renouvellement des baux sur des terres arables venus à échéance, principalement pour la production de canne à sucre, a privé de ses droits une partie importante de la communauté paysanne, sans qu'un filet de sécurité soit mis en place. Bien que la participation des villages soit jugée fondamentale pour le développement des ressources au niveau de la communauté, il n'existe aucune voie conduisant à la solution des questions de tenure des terres. Le véritable défi consiste à élaborer de nouvelles modalités applicables aux accords d'utilisation des terres compatibles avec les dispositions traditionnelles/coutumières.

19. **Services de soutien.** Les services publics de soutien sont particulièrement faibles: absence de stratégie de développement, personnel peu nombreux, et nombre limité de programmes cohérents de développement ou de diffusion de la technologie. Un certain nombre de donateurs sont conscients de leurs propres lacunes en la matière, et considèrent maintenant le renforcement des capacités comme une priorité stratégique. Malgré la présence de nombreuses institutions régionales, la collaboration intrarégionale est restreinte. Les systèmes de culture en vigueur avant l'indépendance demeurent les fondements de l'agriculture, parce que les cultures de remplacement n'ont pas fait l'objet d'investigations et que la recherche agricole a été négligée. Les problèmes auxquels doit faire face la commercialisation de la production dans les PIP présentent de nombreux points communs. Dans les grandes îles, les réseaux routiers sont de mauvaise qualité, parce que le relief est accidenté. La mise en place d'installations d'entreposage et de transformation après la récolte n'a pas suivi le rythme nécessaire pour répondre aux besoins des producteurs et des consommateurs. Les contrôles de qualité et les contrôles phytosanitaires (quarantaine) pour les produits frais et périssables sont généralement inférieurs aux normes exigées par les pays importateurs, et les techniques et infrastructures de nettoyage, calibrage, conditionnement et présentation doivent être améliorées.

20. **Programmes financés par l'APD.** Les deux plus importants programmes agricoles régionaux sont le Programme régional de sécurité alimentaire (RFSP) (5,7 millions de USD sur une période de quatre à cinq ans), financé par l'Italie et exécuté par la FAO, et le Projet de développement d'une agriculture durable dans le Pacifique (DSAP) (6,2 millions de EUR pour une période de quatre ans), financé par l'Union européenne et exécuté par le CPS. Le RFSP soutient des activités pilotes à assise communautaire visant à accroître la production d'aliments de subsistance et à renforcer la sécurité alimentaire (en encourageant les pratiques culturales améliorées, la mécanisation et la gestion efficace de l'eau), et à concrétiser le potentiel des secteurs de la foresterie et de la pêche. Dans le secteur d'action des pouvoirs publics et dans celui des échanges, le programme s'attaquera aux lacunes dans la formulation de la politique agricole afin de garantir le déploiement optimal des ressources et de traiter de manière approfondie les questions relatives aux protocoles de biosécurité et phytosanitaires pour faciliter les exportations. Le projet DSAP apporte, aux niveaux régional et national, un appui sous forme d'assistance technique visant à réduire la pauvreté par le biais de divers programmes prioritaires définis au niveau des pays, et allant des programmes de renforcement des activités de vulgarisation, d'amélioration de la productivité ou d'établissement de liaisons entre les prestataires de services et les paysans, aux programmes ciblant les femmes et les jeunes.

### C. Pauvreté rurale

21. Pour le monde extérieur, l'image du Pacifique n'est généralement pas associée à l'idée de pauvreté. Les insulaires du Pacifique eux-mêmes manifestent souvent une réticence à faire allusion à la pauvreté. La plus grande partie du Pacifique ne connaît ni faim extrême, ni inanition, étant donné qu'on y pratique une grande variété de cultures vivrières de subsistance. Il existe aussi, en matière alimentaire, une forte éthique de réciprocité sociale qui joue le rôle de filet de sécurité. La malnutrition infantile demeure néanmoins un problème dans certains pays de la Mélanésie. De manière plus générale, des études et rapports récents ont montré que les mesures classiques de la pauvreté ne sont pas les plus adéquates dans le Pacifique, et que l'on rencontre en de nombreux points de la région des situations de sérieuse détresse matérielle et une baisse des niveaux de développement humain.

22. **Détresse matérielle.** La Banque asiatique de développement (BAsD) a récemment effectué, dans plusieurs pays de la région, des études participatives sur la pauvreté qui ont fait apparaître de fortes disparités sur les plans de la richesse et du bien-être, même après la prise en compte de formes traditionnelles de distribution. Dans ces études, l'expression de détresse matérielle est celle qui traduisait le mieux la manière dont les individus décrivaient la pauvreté ou l'inégalité. Pour les habitants des îles du Pacifique, plusieurs facteurs typiques sont perçus comme définissant la détresse matérielle et y contribuant: i) absence de revenu ou de possibilités d'avoir une activité productrice de revenu, sous la forme d'un emploi ou liée au jeu du marché. Le manque d'argent liquide pour répondre aux besoins de base du ménage et aux obligations coutumières à l'égard de la famille étendue, de la communauté villageoise et de l'église se rattache à cet aspect; ii) absence d'accès aux services de base (éducation, santé, approvisionnement en eau, transport et communications, électricité) et mauvaise qualité de ces services; iii) désintégration des systèmes traditionnels de soutien familial ou communautaire, et augmentation des pressions sociales – divorce, criminalité et litiges communautaires; et iv) contraintes émergentes en matière d'accès à la terre pour la production alimentaire, en particulier dans les îles plus densément peuplées et pour les familles comptant de nombreuses personnes à charge.

23. **Pauvreté circonstancielle.** L'absence d'accès aux possibilités d'emploi, aux marchés, à l'information et aux services sociaux de base, ainsi que l'inégale répartition des chances entre les sexes et les groupes d'âges, peuvent être aussi importantes que l'absence de revenu pour définir l'ampleur de la détresse matérielle dans les sociétés du Pacifique. Les possibilités restreintes de participation aux décisions concernant la conduite des affaires publiques – et, en certains endroits, la criminalité et l'agitation sociale – jouent également un rôle significatif. Dans la plupart des pays de la région, la pauvreté circonstancielle et la pauvreté monétaire sont en étroite corrélation avec l'inaccessibilité et l'éloignement – les niveaux les plus élevés étant atteints dans les îles périphériques de tous les pays et

dans les vallées intérieures éloignées des Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans le même ordre d'idées, la situation des zones rurales est souvent très sensiblement moins bonne que celle des zones urbaines.

24. **Vulnérabilité.** Dans la plupart des petits états insulaires, des niveaux élevés de risque et de vulnérabilité sont une constante dans la vie des populations. Parmi les facteurs contribuant à cet état de choses, on peut citer l'étroitesse des bases économiques, vulnérables aux chocs économiques d'origine extérieure, l'incapacité d'adaptation économique et l'exposition aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Les attitudes traditionnelles, les systèmes de production et les systèmes sociaux ont par conséquent évolué, et l'atténuation du risque est désormais privilégiée. Le Groupe consultatif du Commonwealth sur les petits États insulaires a mené des travaux pour tenter de mesurer la vulnérabilité des pays. Tous les PIP, à l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, entrent dans le quintile de vulnérabilité le plus élevé. Kiribati, Samoa, les Îles Salomon, Tonga et Vanuatu sont parmi les pays les plus vulnérables de la planète. Seule la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont les ressources sont plus abondantes et l'économie plus diversifiée, se classe dans le quintile médian de ces indices – encore qu'elle ait également subi, au cours de la décennie écoulée, un certain nombre de coûteuses catastrophes naturelles.

25. **Insécurité alimentaire locale et questions nutritionnelles.** Bien que la vulnérabilité aux catastrophes naturelles puisse avoir une incidence à court terme sur la disponibilité des denrées alimentaires, on considère que l'insécurité relative aux aliments locaux ou traditionnels constitue une dimension beaucoup plus sérieuse de la sécurité alimentaire. Le remplacement rapide des aliments traditionnels par des aliments transformés importés est en effet associé à des conséquences négatives pour: i) la santé publique et la nutrition (carence croissante en oligo-éléments, diabète et hypertension); ii) le développement agricole et l'environnement (perte de ressources phylogénétiques); et iii) l'économie nationale (déséquilibre de la balance commerciale).

26. **Problématique hommes-femmes.** La situation des femmes, telle que la mesurent l'indice du développement humain (IDH) et l'indice de pauvreté humaine (IPH), demeure préoccupante dans une grande partie de la région, avec cependant des variations considérables d'un pays à l'autre. En Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon – et, dans une moindre mesure, dans les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall et Vanuatu – les indicateurs relatifs à la santé, l'éducation, l'alphabétisation fonctionnelle, l'état nutritionnel et les possibilités d'avoir une activité productrice de revenu sont, pour les femmes, sensiblement inférieurs à ceux concernant les hommes. Dans les pays de la Polynésie, au contraire, où ces indicateurs sont plus équilibrés, la moindre mortalité féminine donne aux femmes des résultats supérieurs à ceux des hommes pour les indices IDH et IPH. Dans les évaluations de la détresse matérielle réalisées par la BASD, les questions prioritaires recensées par les femmes sont les suivantes: i) niveaux réduits d'éducation et de compétences, limitant les possibilités d'avoir une activité productrice de revenu; ii) relations inégalitaires, monoparentalité et violence familiale; iii) charges représentées par les familles nombreuses et étendues, et notamment les soins aux enfants; et iv) exigences liées à leur rôle de gagne-pain, en particulier dans les cas de chômage masculin.

27. **Les jeunes.** Les forts taux de natalité enregistrés par le passé se traduisent par une pyramide des âges présentant un renflement, encore en phase de croissance dans plusieurs pays, correspondant aux personnes jeunes (tranches d'âge de 15 à 24 ans). Le nombre de personnes cherchant à entrer sur le marché du travail a dépassé de loin les possibilités d'accès à ce marché, et le chômage et le sous-emploi des jeunes sont élevés dans toute la région. Associée à l'affaiblissement des systèmes de soutien et de valeurs traditionnels, cette situation entraîne des symptômes de détresse dans de nombreuses parties de la région: dérive urbaine et hausse de la criminalité, problèmes liés à la consommation d'alcool et de drogue, prostitution et maladies sexuellement transmissibles. Dans certains pays, les taux de suicide des jeunes sont parmi les plus hauts du monde. En fait, les taux de suicide parmi les hommes en Micronésie, les femmes aux Samoa, et les Indo-Fidjiens sont deux fois plus forts que les plus élevés enregistrés partout ailleurs dans le monde.

#### D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles

28. Les principales contraintes, regroupées autour des trois catégories d'actifs définies dans le cadre stratégique du FIDA, peuvent être résumées comme suit: i) **actifs humains et sociaux**: instabilité sociopolitique, avec des tensions croissantes dans certains pays; érosion des systèmes socioculturels traditionnels; augmentation des taux de criminalité et taux alarmants de suicides parmi les jeunes chômeurs, et spécialement les jeunes hommes; qualifications réduites des ressources humaines; problèmes de santé et de nutrition; capacité institutionnelle limitée et faible gouvernance; ii) **actifs productifs et technologie**: base de ressources étroite, soumise à la pression d'une population en augmentation; problèmes liés au régime foncier; médiocre gestion des ressources marines et forestières; dégradation des terres; fragilité de l'environnement; pauvreté des sols sur les atolls; forte vulnérabilité aux catastrophes naturelles, comme les cyclones, séismes, inondations par les cours d'eau ou la mer, sécheresses, éruptions volcaniques et tsunamis; infrastructure inadéquate; et communications médiocres; et iii) **actifs financiers et marchés**: économies faibles et vulnérables dépendant principalement des exportations de produits agricoles primaires et du tourisme; diversification limitée des cultures; accès limité aux services financiers dans les zones rurales; petite taille des marchés intérieurs; commerce intrarégional réduit; éloignement des marchés internationaux; barrières commerciales; secteur privé faible; entrées financières négligeables au titre des investissements étrangers directs; réductions des allocations à l'agriculture et au développement rural dans le cadre de l'APD; et dépendance à l'égard de l'aide.

29. On peut, de la même manière, regrouper comme suit les possibilités de développement perçues: i) **actifs humains et sociaux**: forte identité culturelle; forts liens familiaux et filets de sécurité communautaires (encore qu'ils soient soumis à des pressions); main-d'œuvre et connaissances autochtones; émergence d'ONG, d'organisations à assise communautaire (OAC) et d'organisations de la société civile; ii) **actifs productifs et technologie**: disponibilité de ressources naturelles riches et variées, et en particulier des ressources terrestres et marines; intégration régionale de services et d'activités de développement (recherche agricole, par exemple); potentiel d'identification et de développement de créneaux pour des produits agricoles de grande valeur (noix de macadamia, anacarde, lychees, vanille, poivre noir, kava, pandanus, plantes médicinales); remplacement des importations de produits alimentaires, céréales, huile comestible et viande en particulier; activités agro-industrielles à petite échelle; promotion de l'agriculture biologique; écotourisme et liaisons avec les centres de villégiature, les navires de croisière et les hôtels; et iii) **actifs financiers et marchés**: expansion du commerce intrarégional; potentiel de développement de microentreprises; disponibilités de ressources financières et techniques significatives, provenant des envois de fonds des travailleurs expatriés et de l'APD.

#### E. Stratégie nationale visant à la réduction de la pauvreté rurale

30. **Stratégies.** Les stratégies, politiques et programmes nationaux demeurent les points d'ancrage pour la définition de la stratégie du FIDA. En général, les gouvernements des PIP présentent des stratégies d'éradication de la pauvreté rurale dans leurs plans pluriannuels nationaux de développement. Les stratégies associent les objectifs d'une croissance économique durable et d'une réduction de la pauvreté, et se concentrent sur le renforcement de la sécurité alimentaire; l'augmentation de la productivité de la terre, de la main-d'œuvre et du capital; la diversification de l'agriculture et de l'activité économique rurale; et l'offre de services sociaux. La plupart des efforts déployés par les gouvernements pour atteindre ces objectifs visent surtout à favoriser les possibilités d'obtention de revenus agricoles et non agricoles. Toutefois, certains gouvernements et certaines organisations intergouvernementales régionales ont souvent négligé, au moment de la formulation des politiques, de consulter les groupes de la société civile, et notamment les communautés rurales. Une autre réserve doit être exprimée: la plupart des PIP n'allouent que des ressources budgétaires négligeables au développement agricole, et les ministères de l'agriculture manquent souvent de personnel.

31. **Politiques.** Dans les PIP, l'élaboration des politiques a généralement été axée sur le développement de l'agriculture commerciale, l'accent étant mis en particulier sur la diversification de la production et du marché. Mais les réformes nécessaires pour surmonter les limitations actuelles sur le plan macroéconomique n'ont pas été planifiées de manière efficace, et les politiques ne sont mises en œuvre que lentement. Le développement agricole continue donc d'être compromis par des distorsions dues aux taxes, aux politiques et aux réglementations; par l'absence de concurrence sur les marchés concernant le crédit, l'expédition, les services publics et d'autres intrants agricoles; et par l'inefficacité et les déficits des organismes officiels d'exploitation agricole et de commercialisation. De récentes réformes des pouvoirs publics ont conduit à la création de ministères ou d'organisations distincts, comme le Ministère du développement régional aux Fidji, le Bureau du développement des îles périphériques aux Îles Cook et les Comités régionaux de développement à Tonga. Ces institutions jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration et la facilitation des programmes de développement rural, et agissent en coopération avec d'autres organismes d'État, des ONG et le secteur privé pour développer et améliorer les moyens d'existence durables des populations rurales.

32. **Programmes.** Les programmes sont centrés sur l'augmentation des possibilités d'emploi, l'extension de l'infrastructure stratégique et d'autres services publics, et la révision des systèmes administratif, budgétaire et de gestion pour faire en sorte qu'ils soient efficaces, décentralisés et participatifs. Ainsi seront établis des liens effectifs entre les personnes et les marchés des produits, des intrants et financiers, et sera garantie, pour les communautés rurales, la disponibilité de quantités suffisantes d'aliments nutritifs. Les gouvernements des PIP proposent également des programmes ciblés, spécialement pour les paysans pratiquant une agriculture de semi-subsistance. Les programmes de ce type aident ces paysans à diversifier leur production, renforcent leurs capacités de pratiquer des cultures commerciales, et leur apportent une éducation en matière de nutrition. Des programmes spécifiques de développement rural sont exécutés sur les îles plus petites ou plus éloignées afin que toute la population puisse profiter du développement économique national, et pas seulement les habitants des îles principales.

### III. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LA SOUS-RÉGION

33. On s'accorde généralement à reconnaître que, du point de vue de l'efficacité et des résultats dans la lutte contre la pauvreté, la majorité des activités antérieures financées par l'APD dans la région a eu des effets très limités. Huit enseignements principaux ont été retenus, sur la base de l'examen de l'expérience du FIDA (en particulier, l'évaluation du programme de pays consacrée en 2002 à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'*Étude thématique sur les petits États insulaires en développement* de 1998) et de celle d'autres donateurs (BASD, Agence australienne pour le développement international (AusAID) et Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZAID)): i) **renforcer les institutions existantes:** de trop nombreuses activités financées par l'APD ont tenté de créer de nouvelles institutions, sollicitant au-delà de leurs capacités des ressources humaines déjà très limitées. Aujourd'hui encore, un certain nombre d'initiatives financées par l'APD financent des activités non seulement de renforcement, mais aussi de "prolongement des capacités", l'idée retenue étant que les capacités locales ne seront jamais suffisantes; ii) **assurer la prise en charge par la communauté et les pouvoirs publics:** très souvent, la conception des projets/programmes s'est faite sans la participation des parties prenantes locales, avec pour résultat des hypothèses erronées et des objectifs trop ambitieux. La dépendance excessive à l'égard des conseillers techniques a limité la prise en charge par les pouvoirs publics de la formulation et de la gestion de leurs propres politiques et stratégies de développement; iii) **forger des partenariats avec les ONG et les OAC:** au cours de la décennie écoulée, les capacités des ONG et des OAC se sont considérablement accrues. En outre, la plupart des gouvernements des PIP reconnaissent aujourd'hui leur rôle et leurs capacités dans l'exécution de projets au niveau local; iv) **intervenir à un niveau réduit voire microéconomique:** les agences d'APD adaptent rarement l'échelle de leurs opérations aux capacités limitées d'absorption. Dans toute la zone du Pacifique, les interventions les plus réussies sont celles menées à un niveau tout à fait microéconomique; v) **simplifier les dispositions relatives à l'exécution et garantir la souplesse:** la conception des projets/programmes a été trop ambitieuse et dogmatique, ne laissant pas assez de

temps au renforcement des capacités, en particulier au sein des collectivités locales. Les conceptions doivent être souples, et permettre des adaptations en fonction de l'évolution des conditions. Il s'agit là d'un enseignement standard tiré des meilleures pratiques, mais il présente un intérêt tout particulier dans la région Pacifique, compte tenu de sa vulnérabilité aux chocs, d'origine intérieure ou extérieure. L'une des solutions envisageables consisterait à prévoir des crédits spécifiques pour pouvoir réagir de manière adéquate à l'impact de catastrophes naturelles; vi) **veiller à l'établissement de filières commerciales:** du fait de l'absence de dispositions en matière de commercialisation, il s'est avéré difficile de tirer des avantages concrets de nombre de projets antérieurs. Il convient d'identifier des créneaux sur le marché et d'assurer les liaisons avec les producteurs. La méfiance traditionnelle entre les pouvoirs publics et le secteur privé a conduit, dans de nombreux pays, à des approches manquant de cohésion. Trop souvent, les ressources sont concentrées entre les mains des agences commerciales d'État, alors qu'il faudrait en réalité soutenir les négociants privés. En fait, les exemples les plus réussis de cultures d'exportation de la zone Pacifique sont ceux où le secteur privé a joué les rôles de prospecteur, de promoteur et de développeur; vii) **assurer la rentabilité de la supervision et de l'appui à l'exécution:** une supervision étroite et une assistance technique sont essentielles dans le Pacifique. Les précédents projets financés par le FIDA dans le Pacifique, en particulier en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon, auraient obtenu de meilleurs résultats avec un appui plus régulier à l'exécution. Le véritable défi est de trouver comment y parvenir de façon efficace et rationnelle; viii) **adopter des mécanismes durables de financement rural:** il s'est avéré difficile, pour la plupart des projets du FIDA dans la région, de proposer des services financiers ruraux qui soient à la fois abordables et accessibles. La principale difficulté se rapporte à l'accessibilité du crédit pour le groupe cible du FIDA, plutôt qu'à sa disponibilité proprement dite. Le FIDA a acquis une expérience aux Îles Salomon et à Tonga, avec le soutien à l'établissement de caisses de crédit mutuel et le renforcement de la Banque de développement de Tonga. Il demeure nécessaire d'imaginer des mécanismes innovants de financement rural pour favoriser les activités productrices de revenu dans les communautés rurales pauvres.

#### IV. CADRE STRATÉGIQUE POUR LE FIDA

##### A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

34. Comme on l'a indiqué au paragraphe 11, la sous-région Pacifique bénéficie d'abondantes ressources provenant de l'APD. Malgré toutefois les multiples initiatives soutenues par cette aide, il reste encore des besoins non satisfaits, pour lesquels les PIP sollicitent l'appui de la communauté internationale. Ces demandes seront présentées dans le cadre du Plan d'action de la Barbade. Un document provisoire exposant la position du Pacifique cite comme prioritaires les domaines suivants: gouvernance et sécurité; environnement propice au niveau national; renforcement "durable" des capacités; ressources financières respectant les processus d'harmonisation dont les donateurs ont pris l'initiative; échanges; et santé et éducation. Plusieurs hauts responsables des ministères de l'agriculture et des organisations régionales ont émis l'opinion selon laquelle le FIDA peut apporter une contribution extrêmement importante, étant donné que les secteurs agricole et rural ont été largement négligés, parfois par les gouvernements des PIP eux-mêmes, et qu'ils ont besoin d'investissements publics et privés.

35. **Couverture géographique.** Conformément à sa stratégie régionale actuelle, le FIDA se concentrera sur les zones qui, du fait de leur isolement, sont confrontées à des difficultés particulières, comme les atolls, les îles périphériques et les zones montagneuses et marginales. Le FIDA respectera son engagement et aidera les collectivités locales à aborder les graves problèmes auxquels elles doivent faire face, même lorsqu'elles se trouvent dans des zones éloignées où les conditions sont difficiles et où les investisseurs privés, et même les agences d'APD, hésitent souvent à intervenir. Ces problèmes, traités plus abondamment par ailleurs dans le présent rapport, sont notamment: i) le fait incontournable que l'agriculture et la pêche de subsistance ne suffisent pas à satisfaire les besoins fondamentaux, et que les autres possibilités d'emploi sont limitées; ii) la faiblesse des services sociaux

essentiels (éducation et santé); iii) la décentralisation insuffisante des services de soutien, la prise de décisions s'effectuant au centre, parfois dans l'ignorance des priorités locales.

36. **Ciblage.** Les ruraux pauvres constituent le principal groupe cible du FIDA. Au sein de ce groupe, le Fonds ciblera surtout les jeunes ruraux, parce que le chômage des jeunes et les tensions sociales sont devenus des défis prioritaires dans de nombreux PIP. Alors que les interventions actuelles reposent sur l'identification d'activités "pour" les jeunes, le FIDA devrait prospecter et favoriser des modalités de développement dans lesquelles les jeunes prendraient eux-mêmes les choses en main. Les femmes constituent aussi un groupe cible plus général, du fait de leur position socioéconomique défavorable en termes de pouvoir au sein des ménages et des communautés, en rapport avec les questions de charge de travail, de participation aux structures décisionnelles, ainsi que d'accès aux ressources et de contrôle de ces ressources.

37. **Cadre logique et objectifs stratégiques (Appendice II).** La stratégie sous-régionale du FIDA a pour but de permettre aux ruraux pauvres de sortir d'une situation de pauvreté et/ou de détresse conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ce but fait à la fois écho au mandat du FIDA et à la réalité dans le Pacifique, où le manque de possibilités de trouver des moyens d'existence et la vulnérabilité aux chocs d'origine extérieure aggravent la pauvreté rurale. Le FIDA n'est pas en mesure d'atteindre à lui seul cet objectif, d'où la nécessité de solides partenariats avec les pouvoirs publics, d'autres donateurs, la société civile et le secteur privé. Afin d'œuvrer dans cette direction, le FIDA soutiendra des initiatives visant à atteindre une série d'objectifs présentés dans le cadre logique sous les trois rubriques ci-après, correspondant aux objectifs énoncés dans le cadre stratégique du FIDA.

- i) **Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations.** Les deux objectifs seront: a) renforcer les systèmes locaux de gouvernance, afin d'encourager une plus grande réceptivité de la part des autorités locales, qui pourront alors apporter utilement un appui technique et financier aux communautés rurales locales; et b) donner aux communautés rurales une capacité accrue de faire face aux problèmes du développement. La mauvaise gestion financière et économique au niveau macroéconomique a eu pour cause principale la médiocrité de la gouvernance, qui explique aussi l'insuffisante couverture des services de base, spécialement dans les zones lointaines et isolées. Il est par conséquent important d'améliorer la gouvernance aux échelons locaux, et d'étendre ensuite l'expérience à une plus grande échelle.
- ii) **Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie.** Il faut créer de nouvelles possibilités de trouver des moyens d'existence et d'assurer une plus grande sécurité aux communautés rurales. Trois objectifs sont recensés sous cette rubrique: a) assurer une meilleure sécurité alimentaire locale pour les communautés les plus pauvres, en particulier celles vivant dans les îles périphériques. Cet objectif est associé à la nécessité de préserver et d'utiliser de façon durable les ressources phytogénétiques autochtones; b) développer les possibilités d'emploi et de formation de revenu, en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes ruraux. L'écotourisme, l'industrie agroalimentaire et l'agriculture biologique figurent parmi les activités pouvant bénéficier d'un soutien; c) améliorer la capacité d'adaptation du groupe cible en cas de catastrophe naturelle ou de changement environnemental et, dans une certaine mesure, améliorer l'adaptation au changement climatique et à la montée du niveau de la mer.
- iii) **Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés.** Deux objectifs sont cités: a) réduire la vulnérabilité économique et commerciale grâce à une meilleure commercialisation. Ainsi, la production agricole locale pourrait trouver un marché immédiat dans le secteur du tourisme, qui dépend principalement, à l'heure actuelle, de produits alimentaires importés. Les PIP ont demandé un appui pour accroître leur force de négociation dans les négociations commerciales bilatérales et internationales

concernant le secteur agricole; b) rendre l'environnement plus propice au développement de la microfinance et des PME/microentreprises. Le nombre de microentreprises peut être accru par des partenariats avec le secteur privé et des initiatives comme le programme de participation au capital.

38. **Thèmes transversaux.** Tout au long du processus de formulation et d'exécution des futures activités dans la région, deux thèmes seront dûment pris en considération: i) **partenariats entre plusieurs parties prenantes:** des stratégies innovantes visant à établir des liens entre les besoins et les points forts des communautés rurales, d'une part, et les entreprises privées, d'autre part, par le biais de partenariats entre le secteur privé, les ONG et les pouvoirs public, constituent l'élément central des axes stratégiques proposés. Deux caractéristiques de la région Pacifique peuvent étayer cette approche: a) la capacité limitée des pouvoirs publics d'assurer des services économiques et sociaux sur des zones aussi étendues donne à penser qu'il faudrait mobiliser d'autres secteurs de la société; et b) l'existence d'un régime communautaire de propriété foncière pourrait permettre aux communautés locales, avec l'appui des ONG locales, de nouer des relations de partenariat avec le secteur privé. Il faut, pour parvenir à cet objectif à l'avantage des ruraux pauvres, imaginer des démarches innovantes qui offriraient en outre des bénéfices significatifs. Des possibilités de forger des partenariats avec le secteur privé peuvent se trouver dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des finances, entre autres, dans l'ensemble du Pacifique. Les entreprises du secteur privé apportent déjà une aide au développement sous la forme de petits dons ponctuels, mais peu de progrès ont été accomplis vers leur participation à des entreprises en partenariat avec des petits paysans. Le secteur privé étant considéré avec une certaine méfiance dans de nombreux PIP, le FIDA peut jouer un rôle pilote dans l'élaboration et le soutien de partenariats performants entre des producteurs ruraux et le secteur privé; ii) **gouvernance locale:** on connaît bien les avantages qu'offrent des administrations et des institutions locales capables d'administrer des initiatives de développement à petite échelle, parmi lesquels une plus grande prise en charge, un impact accru, une bureaucratie réduite et l'élimination des points de blocage. Le renforcement institutionnel des institutions locales dans les communautés éloignées est un processus lent mais le SRESOP recommande, conformément à l'approche stratégique du FIDA qui consiste à renforcer la gouvernance à partir de la base, de mettre l'accent sur le renforcement des capacités et le renforcement institutionnel à ce niveau.

39. **Approche intégrée du programme.** La stratégie retenue par le FIDA pour atteindre les objectifs du SRESOP sera mise en œuvre par le biais d'une approche intégrée du programme dont les éléments clés seront: i) pilotage des innovations et des initiatives des pouvoirs publics; ii) développement institutionnel et renforcement des capacités des organisations locales; iii) recherche appliquée et gestion des connaissances; et iv) concertation et plaidoyer. Le premier besoin important est celui d'un pilotage catalytique des innovations effectives de développement et des initiatives concrètes, et d'un recensement des meilleures pratiques. Les résultats de ces initiatives, ainsi que les résultats de la recherche participative appliquée proposée, bien que répondant aux besoins spécifiques sur le terrain, feront l'objet d'une documentation et seront mis en commun pour éviter qu'ils ne demeurent fragmentés au niveau d'un projet isolé. Un effort délibéré doit donc être accompli pour promouvoir la gestion des connaissances et y allouer les ressources financières appropriées. Dans l'ensemble du programme sous-régional et des divers investissements et interventions auxquels il apportera son appui au fil des années, le FIDA accordera la priorité aux investissements destinés au renforcement des capacités et au renforcement institutionnel des organisations locales, tant gouvernementales que non gouvernementales. S'appuyant sur une expérience documentée, et avec le soutien de partenaires stratégiques animés d'un même esprit, le FIDA sera alors bien placé pour s'engager de manière synergique dans la reproduction à plus grande échelle des innovations et dans la concertation, ce qui est essentiel pour maximiser l'impact de son assistance. On trouvera plus loin, dans d'autres sections du présent rapport, un aperçu des domaines possibles de partenariat et de concertation; le tableau ci-après indique déjà quelques points d'entrée/possibilités pour le FIDA dans la région Pacifique, compte tenu des objectifs du cadre stratégique du FIDA et de l'approche proposée pour le programme sous-régional.

Objectifs énoncés dans le cadre stratégique du FIDA	Approche du programme SRESOP			
	Pilotage des innovations et des initiatives des pouvoirs publics	Développement institutionnel des organisations locales	Recherche appliquée et gestion des connaissances	Domaines de concertation
<p><b>Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la gouvernance locale et plaider pour qu'une plus haute priorité soit accordée au développement agricole et rural</li> <li>Donner aux communautés rurales une capacité accrue de faire face aux problèmes du développement liés à leur éloignement et leur isolement</li> </ul>	Partenariat entre plusieurs parties prenantes	<p>Renforcer les capacités pour améliorer la gouvernance locale par l'intermédiaire du MORDI</p> <p>Apporter un complément aux programmes de la FAO et de l'Union européenne</p>	Documentation et analyse des innovations au niveau du terrain	<p>Questions relatives au régime foncier</p> <p>Plaider pour l'augmentation des allocations budgétaires, des investissements privés et de l'APD dans le développement agricole</p> <p>Participation de la société civile</p>
<p><b>Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la sécurité alimentaire des îles périphériques du point de vue des aliments locaux/traditionnels</li> <li>Accroître les possibilités d'emploi ou d'activités productrices de revenu dans les zones rurales, spécialement pour les jeunes ruraux</li> <li>Améliorer l'adaptabilité des ruraux pauvres aux variations naturelles et environnementales</li> </ul>	<p>Apporter un complément aux programmes de la FAO et de l'Union européenne</p> <p>Soutenir les initiatives par l'intermédiaire du MORDI</p> <p>Soutenir les initiatives en matière de changement climatique par l'intermédiaire du MORDI ou des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)/ Mécanisme mondial</p>	<p>Renforcement des capacités des associations de base</p> <p>Projet de développement rural au niveau du pays</p>	<p>Recherche participative sur l'agriculture/ l'aquaculture et les aspects nutritionnels</p> <p>Recherche sur les ressources phylogénétiques et les espèces cultivées négligées ou sous-utilisées</p> <p>Utilisation à grande échelle et partage des connaissances tirées des initiatives MORDI</p> <p>Recherche sur l'écotourisme</p>	Promouvoir l'intérêt pour les terres éloignées et marginales
<p><b>Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire la vulnérabilité économique et commerciale par une meilleure sensibilisation à la commercialisation et aux échanges</li> <li>Améliorer le cadre et les instruments d'action pour le développement de la microfinance et des PME au profit des ruraux pauvres</li> </ul>	<p>Partenariat avec le secteur privé</p> <p>Programme de participation au capital</p>	<p>Projet de développement rural au niveau du pays</p> <p>Renforcement des capacités des associations de base</p>	Documentation et analyse des innovations au niveau du terrain	<p>Traiter les questions des échanges</p> <p>Encourager les partenariats avec le secteur privé</p>

## B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre de projets

40. **Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations.** L'atelier auquel ont participé des représentants de la société civile a fait apparaître que des institutions de base, des ONG locales et internationales, des OAC et des groupes œcuméniques sont actuellement, et en nombre croissant, engagés dans certaines activités intéressantes et tout à fait innovantes. Grâce à leur fort engagement, à leur ciblage efficace, à l'étroite coordination et aux relations de confiance établies avec les communautés locales, ces acteurs de la société civile réalisent avec succès des activités ayant un impact tangible sur les communautés locales. Les initiatives couvrent un large éventail de domaines, notamment l'accès aux services sociaux, la santé maternelle et infantile, l'éducation de base, les activités productrices de revenu, l'écotourisme, l'industrie agroalimentaire et la microfinance. Plusieurs de ces activités ont pour cibles les femmes et les jeunes ruraux. Malheureusement, ces activités ne dépassent pas, pour la plupart, le niveau microéconomique, faute de soutien institutionnel et d'aide financière. Le FIDA envisagera la possibilité d'appuyer ces initiatives par le biais d'un programme MORDI, en utilisant ses propres ressources régionales provenant de dons et en recherchant auprès d'autres sources des contributions de contrepartie. Cette approche comporte plusieurs points forts: i) elle couvrirait un créneau stratégique actuellement ignoré par d'autres institutions financières internationales; ii) elle serait en mesure de soutenir de multiples initiatives de développement des moyens d'existence; iii) elle favoriserait un partenariat plus stratégique avec la société civile, permettant au FIDA de s'engager effectivement dans des initiatives de concertation partant de la base; iv) elle renforcerait la reconnaissance et la visibilité dans l'ensemble de la sous-région; v) elle couvrirait tous les pays, y compris les atolls; enfin, et surtout, vi) elle ciblerait exactement les secteurs vulnérables de la société rurale, les femmes et les jeunes ruraux.

41. **Améliorer l'accès aux ressources naturelles productives et à la technologie.** Il existe une possibilité d'apporter un complément aux projets régionaux en cours décrits au paragraphe 20. L'Union européenne, la FAO et le CPS ont invité le FIDA à envisager de tirer parti de cette possibilité d'augmenter les affectations actuellement limitées de crédit par pays. Le soutien du Fonds offrirait plusieurs avantages: i) recours aux programmes existants, sans devoir mobiliser des ressources humaines supplémentaires; ii) effet multiplicateur des ressources, conduisant à une situation dans laquelle les gouvernements et les donateurs sont également gagnants; iii) pertinence du point de vue de la sécurité alimentaire et de l'augmentation de la production agricole; iv) complément de ressources au niveau d'un pays, bien que dans le cadre d'un programme régional; et v) occasion d'apporter une correction aux problèmes de conception existants (par exemple, l'absence d'une composante commercialisation). Cette proposition pourrait être financée par un don régional substantiel.

42. **Améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers.** Trouver des marchés appropriés, tant nationaux qu'internationaux, exige une participation du secteur privé. De nombreuses formules peuvent être adoptées pour établir des liens entre le secteur privé et les processus de développement. L'une d'entre elles consisterait, par exemple, à financer un programme de participation au capital qui permettrait à chaque investisseur rural de recevoir des fonds de contrepartie allant jusqu'à 50% de l'investissement proposé; ces sommes proviendraient du don accordé par le FIDA pour la création d'une entreprise commune. Le financement du FIDA couvrirait les parts des petits producteurs qui deviendraient, dans le même temps, actionnaires et fournisseurs/employés de l'entreprise proposée. Cette formule aurait pour avantages: i) d'encourager les possibilités d'emploi rural ciblant les jeunes ruraux; ii) de favoriser un partenariat innovant avec le secteur privé, ce qui est nécessaire pour aborder la question de la commercialisation; iii) de réduire les importations et/ou augmenter les exportations. L'instrument financier adéquat prendrait la forme d'un don de faible importance accordé à un pays.

43. **Approche de développement rural intégré.** En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le FIDA fera fond sur la longue expérience accumulée dans le cadre des deux projets de zone précédemment financés, en matière de développement rural, dans les zones montagneuses éloignées de la province de Simbu. L'évaluation du programme de pays menée par le FIDA avait déjà, en 2002, recommandé la poursuite de l'appui du FIDA sur la base d'une approche se développant selon quatre axes: i) améliorer les capacités des organisations de femmes; ii) sensibiliser aux causes de la malnutrition; iii) fournir

une petite quantité de fonds propres à utiliser pour le fonds de roulement communautaire; et iv) apporter un soutien à l'infrastructure par le biais de fonds de développement communautaire. Cela permettrait au FIDA de continuer à centrer son action sur le renforcement des institutions de base et à aborder des questions de fond comme celle du régime foncier. Cette proposition pourrait être financée au titre du programme ordinaire de prêts du FIDA.

44. **Projets de recherche et de démonstration à caractère participatif sur l'agriculture et l'aquaculture dans les atolls.** L'une des préoccupations majeures dans le contexte de la Micronésie (mais aussi dans d'autres zones) tient à l'insécurité des disponibilités en produits alimentaires locaux/traditionnels, qui ont été remplacés par des produits de substitution importés (riz, farine, conserves de viande en boîte). La proposition de donner un nouvel élan à la production d'aliments locaux/traditionnels sur les atolls a suscité un grand intérêt. On peut citer, comme exemples d'idées de projets participatifs de recherche et de développement: i) l'essai et la préservation des variétés utilisées pour les cultures vivrières traditionnelles; ii) la transformation et la commercialisation des aliments traditionnels, et iii) la promotion de la consommation des aliments traditionnels. Les cultures prioritaires sont notamment le pandanus, le fruit à pain, la noix de coco, les agrumes et les espèces résistantes à la sécheresse; l'invasion d'eau salée et le menu bétail font partie des sujets à aborder. Il existe des possibilités de coopération entre plusieurs pays, comme en témoigne le don ciblant les atolls de trois pays, les États fédérés de Micronésie, Kiribati et les Îles Marshall. Il existe aussi de bonnes perspectives de cofinancement par le Collège de Micronésie (par l'intermédiaire du programme de concession de terres des États-Unis).

45. Le FIDA devrait, chaque fois que cela pourra présenter un intérêt, étendre ses activités institutionnelles en cours à toute la sous-région Pacifique. Le Fonds finance actuellement, par un petit don, une étude ayant pour objet d'explorer les possibilités de formation de revenu offertes par l'écotourisme. Ce projet ne concerne, pour l'instant, aucun des pays du Pacifique. De même, le FIDA a financé un projet de l'Institut international des ressources phytogénétiques visant à l'amélioration des variétés de noix de coco et au développement de sous-produits susceptibles de déboucher sur des activités productrices de revenu. La diffusion des résultats de cet investissement pourrait s'avérer un investissement rentable. Une extension au Pacifique des activités de mise en réseau et des programmes existants de la Coalition internationale pour l'accès à la terre présenterait aussi un intérêt stratégique pour les travaux proposés sur les questions de fond touchant au régime foncier. Il est enfin proposé que le FIDA, qui est désormais une agence d'exécution du FEM, soit tenu au courant des évolutions du portefeuille du FEM dans la sous-région, spécialement en ce qui concerne les projets régionaux Programme des Nations Unies pour le développement/FEM en cours de formulation. Ces propositions seront financées par des petits dons régionaux.

### **C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé**

46. Il est impératif, compte tenu des capacités limitées d'absorption des pays bénéficiaires, d'éviter de nouveaux doubles emplois et de recenser les synergies et les complémentarités entre les institutions gouvernementales et non gouvernementales. Un certain nombre d'organisations nationales et d'ONG régionales, qui en chapeautent d'autres, mènent des activités dans le Pacifique. L'Association des ONG des îles du Pacifique (PIANGO); la Fondation internationale des peuples du Pacifique Sud; la Pacific Foundation for the Advancement of Women (fondation océanienne pour la promotion de la condition féminine); et le Pacific Concerns Resource Centre (Centre de ressources sur les problèmes du Pacifique) sont parmi celles-ci. Leur expérience du développement à base communautaire en ferait de très précieux partenaires pour le FIDA. Le renforcement, en complément, des capacités des ONG donnerait encore plus de valeur à ces partenariats. Il existe aussi des possibilités de renforcer la mise en réseau et l'échange d'information entre organisations animées d'un même esprit et dont les activités vont dans le sens des objectifs généraux du programme du FIDA – par exemple, les organisations concernées par le soutien à la microfinance ou aux microentreprises. Par ailleurs, les organisations chapeautant les ONG, en Australie (le Conseil australien pour le développement international et en Nouvelle-Zélande (le Conseil pour le développement international - CID) ont des relations de travail avec les ONG des PIP. Le CID a déjà manifesté sa volonté de collaborer, à titre consultatif, avec le

FIDA. Comme on l'a mentionné plus haut, le FIDA s'efforcera également d'élaborer des stratégies innovantes pour établir un lien entre le développement du secteur privé et les besoins et les points forts des communautés rurales par le biais d'accords de partenariat entre diverses parties prenantes, parmi lesquelles des sociétés privées, des ONG, des OAC et des communautés locales.

#### **D. Perspectives de corrélations avec d'autres donateurs et institutions**

47. **Agences multilatérales et institutions régionales.** Le FIDA rétablira ses relations de travail avec la BASD et la Banque mondiale. Les deux institutions peuvent offrir une présence régionale, puisque la BASD a déjà des bureaux aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Vanuatu, et en ouvrira un nouveau en décembre 2004 à Sydney (Australie), et que la Banque mondiale a un bureau régional à Sydney. Le Fonds cherchera à assurer des complémentarités avec leurs investissements dans le domaine de l'infrastructure rurale. Le FIDA pourrait tirer parti de leurs travaux – études sectorielles, évaluations de la pauvreté et analyses socioéconomiques – et pourrait, de son côté, apporter une contribution sélective à ces activités. Le Fonds devrait aussi avoir des échanges avec elles à propos de la formulation de leurs politiques, en mettant à disposition les résultats de son travail au niveau des communautés. La BASD et la Banque mondiale ont toutes deux entrepris de formuler leurs stratégies régionales. Le FIDA les informera de sa propre stratégie régionale, mettant en lumière les besoins du développement rural. La possibilité de cofinancement n'est pas envisagée à l'heure actuelle, essentiellement à cause de la capacité limitée d'absorption des PIP.

48. Leur engagement actuel dans l'exécution de programmes régionaux de développement agricole ferait du CPS et de la FAO les partenaires privilégiés du FIDA dans la région. Les deux institutions peuvent apporter une importante compétence technique à l'appui de la conception et de l'exécution de projets, ce second aspect étant essentiel pour assurer une supervision et un soutien technique efficaces des activités conduites par le FIDA au titre de son programme. Le bureau sous-régional de la FAO aux Samoa, en particulier, a déjà coopéré avec le FIDA, et a fourni un excellent appui à la mission SRESOP. Comme on l'a mentionné plus haut, les programmes régionaux financés par l'Union européenne et le Gouvernement italien offrent une possibilité de collaboration. Comme cela se fait déjà, le Gouvernement italien pourrait apporter un appui financier supplémentaire aux initiatives mises en œuvre avec la collaboration d'agences basées à Rome. Tant le CPS que la FAO ont proposé de mettre à disposition de l'espace de bureaux pour une éventuelle présence du FIDA sur le terrain. Le Programme concernant l'approche des moyens d'existence durables dans le Pacifique, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement, offre aussi une excellente occasion de recenser les possibilités de formation durable de revenu qui pourraient être reproduites dans le cadre des opérations financées par le FIDA. Enfin, le Centre d'investissement de la FAO a proposé de soutenir la conception de futurs projets/programmes du FIDA grâce aux économies réalisées dans le cadre d'un Programme de coopération technique en cours. Outre le CPS, de nombreuses autres organisations régionales de la région Pacifique, couvrant un large éventail d'activités et de centres d'intérêts, pourraient offrir des occasions stratégiques de collaboration avec le FIDA. Il s'agirait notamment, pour les échanges, du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique; pour l'éducation, de l'Université du Pacifique Sud/Institut pour la recherche, la vulgarisation et la formation dans le domaine agricole; et pour l'environnement, du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

49. **Agences bilatérales.** Plusieurs agences bilatérales, comme l'AusAID, la NZAID et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)/Banque japonaise de coopération internationale, jouent un rôle important, et c'est pourquoi la mission SRESOP a pris contact avec leurs bureaux dans les divers pays visités. L'AusAID et la NZAID sont en train de réviser leurs stratégies pour le Pacifique. L'AusAID, très présente dans la région, est le principal donateur en Mélanésie, tandis que la NZAID est plus présente en Polynésie. Les deux agences privilégient le développement social, mais l'AusAID mène aussi quelques activités dans le secteur agricole dans l'ensemble de la région. Toutes deux conduisent également des programmes nationaux, mais semblent préférer, pour leurs activités régionales, passer par l'intermédiaire d'autres partenaires régionaux de développement. Alors que la JICA serait une source possible d'assistance technique, l'AusAID et la NZAID pourraient fournir des

ressources complémentaires aux programmes du FIDA dans les domaines d'intérêt mutuel. Le Centre australien pour la recherche agricole internationale est lui aussi un bon partenaire potentiel, et a déjà collaboré avec le FIDA à l'occasion de diverses activités de recherche agricole dans la région. Ces quatre donateurs bilatéraux pourraient chacun jouer un rôle stratégique en apportant un complément de ressources, techniques et/ou financières, pour améliorer l'appui à la supervision et à l'exécution.

### E. Domaines se prêtant au dialogue stratégique

50. **Intégration avec l'approche programme basée sur les orientations.** S'il est vrai que la réactivation du programme du FIDA dans le Pacifique reposera initialement sur des initiatives choisies (axées sur la réduction de la pauvreté), cette expérience sera rapidement intégrée au sein d'une approche programme. Les interventions réussies devraient servir de base à une plate-forme d'action qui permettrait au FIDA de faire participer les organisations régionales pertinentes, les gouvernements nationaux, les agences multilatérales et bilatérales de développement et les ONG locales et régionales à un dialogue visant à institutionnaliser les résultats obtenus. L'approche du FIDA en matière de concertation devra: i) saisir les points de vue des communautés locales au niveau des villages et faire en sorte qu'ils soient exprimés au niveau national; et ii) reposer, dans toute la mesure du possible, sur des réalisations concrètes et sur l'expérience acquise sur le terrain, établissant un lien entre l'action et les orientations. Il faudra, à cet effet, que le FIDA assure: i) la documentation des résultats obtenus; ii) l'analyse des politiques; et iii) la communication et le retour d'information en direction des agences concernées. Le FIDA explorera les partenariats stratégiques dans ces domaines, en cherchant à élaborer un programme de travail commun avec des agences de développement animées du même esprit.

51. Les thèmes ci-après visent seulement à définir un agenda initial, qui deviendra progressivement mieux ciblé au cours de l'exécution du programme sous-régional: i) **investir dans le développement agricole:** le premier domaine thématique des travaux sur les questions de fond sera celui du plaidoyer en faveur de nouveaux investissements dans le secteur de la production agricole (cultures, agroforesterie, pêche et élevage). Les agences d'APD et les gouvernements nationaux n'ont généralement accordé qu'une faible priorité à l'agriculture, alors qu'elle demeure une source essentielle de moyens d'existence pour la majorité des ménages ruraux vivant dans la sous-région. Le FIDA devra aussi assurer le suivi de cette question avec les institutions régionales concernées, à savoir le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et le CPS, au cours de la préparation du Plan d'action de la Barbade; ii) **promouvoir un intérêt accru pour les terres négligées et marginales:** il existe une disproportion marquée dans la disponibilité des ressources pour le développement entre les îles principales urbanisées et les îles périphériques ou les atolls coralliens (où se trouvent certains des exemples les plus extrêmes de terres marginales). Bien que les parties prenantes reconnaissent cet état de fait, la plupart des agences de développement concentrent leurs interventions dans les quelques grandes îles urbanisées afin de minimiser les coûts et les complications logistiques. Par conséquent, les communautés rurales vulnérables des îles périphériques sont négligées par défaut, et elles ne participent aux programmes que rarement, et sur une base ad hoc. Le FIDA devrait nouer un dialogue avec d'autres agences de développement pour s'assurer que ces régions ne seront pas laissées pour compte; iii) **aborder les questions commerciales:** lors de l'atelier consultatif qui s'est tenu au FIDA en décembre 2003, les PIP ont souligné l'importance des questions relatives aux échanges agricoles et demandé au FIDA d'entreprendre des discussions sur ce sujet. La pertinence de ces problèmes est encore revenue sur le devant de la scène au cours de la mission SRESOP. Le FIDA pourrait encourager des initiatives, peut-être en partenariat avec la FAO, qui organise déjà chaque année des tables rondes axées sur les échanges de produits agricoles; iv) **aborder les questions relatives aux régimes fonciers:** les litiges relatifs aux droits d'usage des terres, les droits d'accès aux ressources, et le défaut de renouvellement des baux de longue durée sont des questions ayant une dimension intéressante pour les pouvoirs publics. Avec celle des échanges, cette question est la plus importante du point de vue de l'action des pouvoirs publics, mais aussi la plus difficile à aborder faute de pouvoir partager une expérience concrète reposant sur des projets. Le FIDA devra néanmoins adopter une attitude synergique et, en collaboration avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre, entreprendre des travaux, comme des études sectorielles et des analyses des politiques, qui pourraient

ouvrir la voie à un dialogue actif avec les gouvernements nationaux. La Division du CPS concernée par les questions foncières sera le principal interlocuteur au niveau régional; et v) **encourager une plus grande participation de la société civile**: de nombreux gouvernements prennent des mesures visant à faire participer la société civile aux processus de délibération et d'exécution. Il existe cependant encore une marge de création de formules innovantes de collaboration. Le FIDA pourrait canaliser les ressources vers des points catalytiques pour encourager un dialogue plus constructif et des résultats perceptibles. Il pourrait aussi participer aux initiatives prises par les organisations "faitières" (PIANGO, CID et ACFID), orientées vers cet objectif.

#### **F. Mesures visant l'amélioration de la gestion du portefeuille**

52. Le fait que le FIDA ne soit pas présent sur le terrain et les contraintes liées à ses modalités standard de supervision et d'appui à l'exécution rendront probablement plus difficiles ses opérations dans le Pacifique. Ces opérations ne seront pas considérées comme des activités de routine, mais on prêtera néanmoins la plus grande attention à la recherche de moyens et de modalités permettant d'en maîtriser les coûts administratifs.

53. **Autres solutions proposées pour l'appui à l'exécution.** Les opérations antérieures du FIDA dans le Pacifique avaient été administrées par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et la Banque mondiale. Tout en laissant à l'UNOPS la charge de veiller aux besoins essentiels en termes de supervision et d'administration des prêts, le FIDA explorera la possibilité de mettre en route des arrangements de partenariat et/ou d'identifier de nouvelles sources de financement en vue d'un appui à l'exécution dans des conditions rentables. Plusieurs agences de développement opérant dans la région Pacifique sont fortement implantées sur le terrain. Parmi celles-ci, le CPS et la FAO ont proposé un appui sur les plans technique et de la gestion, et seraient intéressées par un travail en collaboration avec le FIDA.

54. **Arriérés de prêts des Îles Salomon.** Pour ce qui concerne la question spécifique des arriérés de prêts des Îles Salomon, le FIDA sollicitera la coopération de donateurs bilatéraux dans la région, à savoir l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande. La décision récemment prise par le Gouvernement australien d'éponger les dettes auprès de la Banque mondiale et de la BAsD, afin de leur permettre de réactiver leurs programmes, servira de référence.

#### **G. Cadre indicatif de financement et programme de travail glissant**

55. Le FIDA soumet à la session de décembre 2004 du Conseil d'administration à la fois le SRESOP et une proposition de financement au moyen d'un don régional. Au terme des deux premières années d'exécution, grâce à l'approfondissement constant de ses connaissances techniques et institutionnelles et sur la base des résultats atteints, le FIDA procédera à un réexamen de son engagement ultérieur et affectera de nouvelles ressources conformément au système d'allocation fondé sur la performance, dans la perspective du lancement de programmes de pays selon les modalités décrites plus haut. Parallèlement, le FIDA envisagera, lorsque cela sera utile et réalisable, d'étendre ses activités institutionnelles en cours à la région Pacifique, qui bénéficie d'un soutien direct et indirect par l'intermédiaire du Mécanisme mondial, de la Coalition internationale pour l'accès à la terre et de l'Institut international des ressources phylogénétiques. Le FIDA établira en outre, par l'intermédiaire de son unité FEM récemment créée, des liaisons avec un certain nombre de projets régionaux existants financés par le FEM, et recherchera les possibilités de complémentarité dans l'action.



APPENDIX I

COUNTRY DATA

FIJI

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	18	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	2 150
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	0.82	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	2
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	45	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	4
<b>Local currency</b>	Fijian Dollar (FJD)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	FJD 1.6
<b>Social Indicators</b>			
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	1.0	<b>Economic Indicators</b>	
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	22	GDP (USD million) 2001 1/	1 684
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	6	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	18	1981-1991	1.5
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	69	1991-2001	2.7
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% agriculture	18 a/
Total labour force (million) 2001 1/	0.34	% industry	29 a/
Female labour force as % of total 2001 1/	31	% manufacturing	14 a/
		% services	53 a/
		Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	16 a/
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	110 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	65 a/
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	7	Gross domestic savings (as % of GDP)	19 a/
		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
<b>Nutrition</b>		Merchandise exports 2001 1/	564
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	n/a	Merchandise imports 2001 1/	862
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Balance of merchandise trade	-298
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Current account balances (USD million)	
		before official transfers 2001 1/	n/a
<b>Health</b>		after official transfers 2001 1/	26
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	4 a/	Foreign direct investment, net 2001 1/	-86 a/
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	<b>Government Finance</b>	
Population using improved water sources (%) 2000 3/	47	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	95-100	Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	43	Total external debt (USD million) 2001 1/	188
		Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	10
<b>Agriculture and Food</b>		Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	2
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	n/a	Lending interest rate (%) 2001 1/	8
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	375	Deposit interest rate (%) 2001 1/	1
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	99		
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	2 487		
<b>Land Use</b>			
Arable land as % of land area 2000 1/	11		
Forest area as % of total land area 2000 1/	45		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	1		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

APPENDIX I

COUNTRY DATA

KIRIBATI

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	0.7	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	830
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	0.9	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	-1
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	127	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	n/a
<b>Local currency</b>	Australian Dollar (AUD)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	AUD 1.4
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	2.5	GDP (USD million) 2001 1/	40
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	29	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	0.5
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	7	1991-2001	3.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	51	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	62	% agriculture	21 a/
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	6 a/
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	1 a/
Total labour force (million) 2001 1/	n/a	% services	73 a/
Female labour force as % of total 2001 1/	n/a	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	n/a
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	128 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	n/a
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	n/a
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	n/a	Merchandise exports 2001 1/	24
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Merchandise imports 2001 1/	36
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Balance of merchandise trade	-12
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	8 a/	before official transfers 2001 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2001 1/	0 a/	after official transfers 2001 1/	n/a
Population using improved water sources (%) 2000 3/	n/a	Foreign direct investment, net 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	n/a	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	n/a	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	37 a/	Total external debt (USD million) 2001 1/	n/a
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	n/a	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	n/a
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	134	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	n/a
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	n/a	Lending interest rate (%) 2001 1/	n/a
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	n/a
Arable land as % of land area 2000 1/	n/a		
Forest area as % of total land area 2000 1/	39		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	n/a		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

APPENDIX I

COUNTRY DATA

PAPUA NEW GUINEA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	453	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	580
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	5.25	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	-5.8
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	12	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	9
<b>Local currency</b>	Kina (PGK)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	PGK 3
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	2.5	GDP (USD million) 2001 1/	2 959
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	32	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	2.1
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	10	1991-2001	2.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	70	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	57	% agriculture	26
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	42
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	8
Total labour force (million) 2001 1/	2.59	% services	32
Female labour force as % of total 2001 1/	42	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	14 a/
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	84 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	64 a/
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	35	Gross domestic savings (as % of GDP)	22 a/
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	n/a	Merchandise exports 2001 1/	1 805
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Merchandise imports 2001 1/	1 073
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Balance of merchandise trade	732
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	4 a/	before official transfers 2001 1/	206
Physicians (per thousand people) 2001 1/	0 a/	after official transfers 2001 1/	286
Population using improved water sources (%) 2000 3/	42	Foreign direct investment, net 2001 1/	296 a/
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	82	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-3 a/
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	31 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	18 a/	Total external debt (USD million) 2001 1/	2 521
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	571	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	78
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	124	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	13
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	4 146	Lending interest rate (%) 2001 1/	16
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	9
Arable land as % of land area 2000 1/	1		
Forest area as % of total land area 2000 1/	68		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	n/a		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

APPENDIX I

COUNTRY DATA

SAMOA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	3	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	1 490
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	0.17	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	9
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	61	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	4
<b>Local currency</b>	Tala (WST)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	WST 3
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	0.9	GDP (USD million) 2001 1/	255
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	29	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	1.2
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	6	1991-2001	3.2
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	20	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	69	% agriculture	16 a/
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	27 a/
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	15 a/
Total labour force (million) 2001 1/	n/a	% services	57 a/
Female labour force as % of total 2001 1/	n/a	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	n/a
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	103 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	n/a
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	1	Gross domestic savings (as % of GDP)	n/a
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	n/a	Merchandise exports 2001 1/	16
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Merchandise imports 2001 1/	130
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Balance of merchandise trade	-114
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	7 a/	before official transfers 2001 1/	-63 a/
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	-19 a/
Population using improved water sources (%) 2000 3/	99	Foreign direct investment, net 2001 1/	0 a/
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	95-100	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	99	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	n/a	Total external debt (USD million) 2001 1/	204
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	892	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	n/a
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	99	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	11 a/
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	n/a	Lending interest rate (%) 2001 1/	10
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	6
Arable land as % of land area 2000 1/	19		
Forest area as % of total land area 2000 1/	37		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	n/a		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

APPENDIX I

COUNTRY DATA

SOLOMON ISLANDS

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	28	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	590
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	0.43	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	-12
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	15	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	8 a/
<b>Local currency</b>	Solomon Islands Dollar (SBD)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	SBD 6.97
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	2.7	GDP (USD million) 2001 1/	264
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	39	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	6.0
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	5	1991-2001	0.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	20	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	69	% agriculture	n/a
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	n/a
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	n/a
Total labour force (million) 2001 1/	0.22	% services	n/a
Female labour force as % of total 2001 1/	47	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	n/a
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	n/a	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	n/a
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	n/a
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	n.a.	Merchandise exports 2001 1/	86
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Merchandise imports 2001 1/	112
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Balance of merchandise trade	-26
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	6 a/	before official transfers 2001 1/	-21
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	21
Population using improved water sources (%) 2000 3/	71	Foreign direct investment, net 2001 1/	10 a/
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	80-94	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	34	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	n/a	Total external debt (USD million) 2001 1/	163
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	n/a	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	n/a
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	147	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	7 a/
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	4 000	Lending interest rate (%) 2001 1/	15 a/
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	3 a/
Arable land as % of land area 2000 1/	2		
Forest area as % of total land area 2000 1/	91		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	n/a		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

APPENDIX I

COUNTRY DATA

TONGA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	1	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	1 530
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	0.10	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	3
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	140	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	8
<b>Local currency</b>	Pa'anga (TOP)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	TOP 1.9
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	0.6	GDP (USD million) 2001 1/	142
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	24	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	2.0
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	7	1991-2001	2.4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	17	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	71	% agriculture	29 a/
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	15 a/
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	6 a/
Total labour force (million) 2001 1/	n/a	% services	56 a/
Female labour force as % of total 2001 1/	n/a	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	n/a
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	113 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	n/a
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	n/a
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	n/a	Merchandise exports 2001 1/	16
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Merchandise imports 2001 1/	88
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	n/a	Balance of merchandise trade	-72
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	8 a/	before official transfers 2001 1/	-101
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	-13
Population using improved water sources (%) 2000 3/	n/a	Foreign direct investment, net 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	n/a	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	n/a	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	33 a/	Total external debt (USD million) 2001 1/	63
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	0	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	n/a
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	98	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	3
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	n/a	Lending interest rate (%) 2001 1/	11
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	6
Arable land as % of land area 2000 1/	24		
Forest area as % of total land area 2000 1/	6		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	n/a		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

**LOGICAL FRAMEWORK<sup>1</sup>**

	<b>Narrative Summary</b>	<b>Key Performance Indicators<sup>2</sup></b>	<b>Means of Verification</b>	<b>Critical Assumptions</b>
GOAL	Enable the rural poor in the Pacific Island Countries to overcome poverty and hardship and contribute to meet the Millennium Development Goals	<p><b>Number of households with improvement in household assets ownership index.</b></p> <p><b>Percentage reduction in the prevalence of child malnutrition</b></p>	<p>Government and CROP agencies's statistics</p> <p>Representative HH surveys as integral part of project M&amp;E systems</p>	<p>Political stability is maintained</p> <p>Absence of major environmental calamities</p>
OBJECTIVE	Proven effectiveness of IFAD's re-engagement in the Pacific in reducing poverty and hardship in the Pacific	<p>IFAD seen as a credible and effective partner by governments and donors.</p> <p>Number of innovative pro-poor policies and approaches promoted and adopted by government at the local or national level.</p> <p>Number of effective partnerships for rural development established</p> <p>Volume of additional ODA resources mobilized</p>	<p>Survey/questionnaire</p> <p>National/local regulations or admin. circulars</p>	<p>Same as above. In addition:</p> <p>Continuous government commitment to poverty alleviation</p> <p>Commitment of multilateral and bilateral donors in rural development</p> <p>Absorptive capacity of GOVs is improved.</p>

<sup>1</sup> Seeing that the successful re-engagement of IFAD in the Pacific is essential for IFAD's effective action in contributing towards poverty reduction in the Pacific, a separate logframe has been elaborated to illustrate the possible operational strategy for IFAD in this sub-region.

<sup>2</sup> Indicators in bold are the RIMS indicators. Where appropriate (e.g. borrowers, farmers etc) indicators should be disaggregated by gender.

OUTPUTS	<p>1.1 Innovations and policy initiatives for rural development successfully piloted, in view of future replication.</p> <p>1.2 Strengthened institutional development of local/grassroot organisations.</p> <p>1.3 Action research for pro-poor agricultural rural development carried out according to the region's needs.</p> <p>1.4 Selected areas of policy dialogue where IFAD has a comparative advantage advanced, on national and regional levels.</p>	<p><b>Number of persons receiving project services*.</b></p> <p><b>Number of community projects implemented (by type)</b></p> <p><b>Number of people trained in productive skills.</b></p> <p><b>Number of people accessing technical advisory services facilitated by the projects.</b></p>	Progress reports	<p>Same as above. In addition:</p> <p>Effective shift from assistance mentality achieved</p> <p>Resources for rural development (national or external assistance) are made available in a timely manner.</p>
POTENTIAL ACTIVITIES	<p>Develop multi-stakeholder partnerships for rural development, while encouraging civil society participation (PILOTING)</p> <p>Develop and support the investment equity scheme with a small scale country grant (PILOTING)</p> <p>Support partnerships with the private sector (PILOTING)</p> <p>Support income generating activities through MORDI (PILOTING)</p> <p>Support community led climate change adaptation initiatives through MORDI or GEF funded initiatives (PILOTING)</p> <p>Build capacity for improved local governance through MORDI (INST)</p> <p>Complement existing FAO and EU regional programmes (INST)</p> <p>Develop a country-level rural development project (INST)</p> <p>Document and analyse field level innovations (KNOWLEDGE)</p> <p>Support participatory research in agriculture, aquaculture and nutritional aspects (KNOWLEDGE)</p> <p>Support targeted research on PGR, invasive species and NUS (KNOWLEDGE)</p> <p>Support action research on pro-poor ecotourism (KNOWLEDGE)</p> <p>Build capacity for advocating for higher budget allocations for rural and agriculture development (POLICY)</p> <p>Bring best practices from the Asia Pacific region to address land tenure issues (POLICY)</p> <p>Promoting a sharper focus on remote and marginal lands (POLICY)</p> <p>Build capacity for grassroots associations for addressing trade advocacy issues (INST and POLICY)</p>			

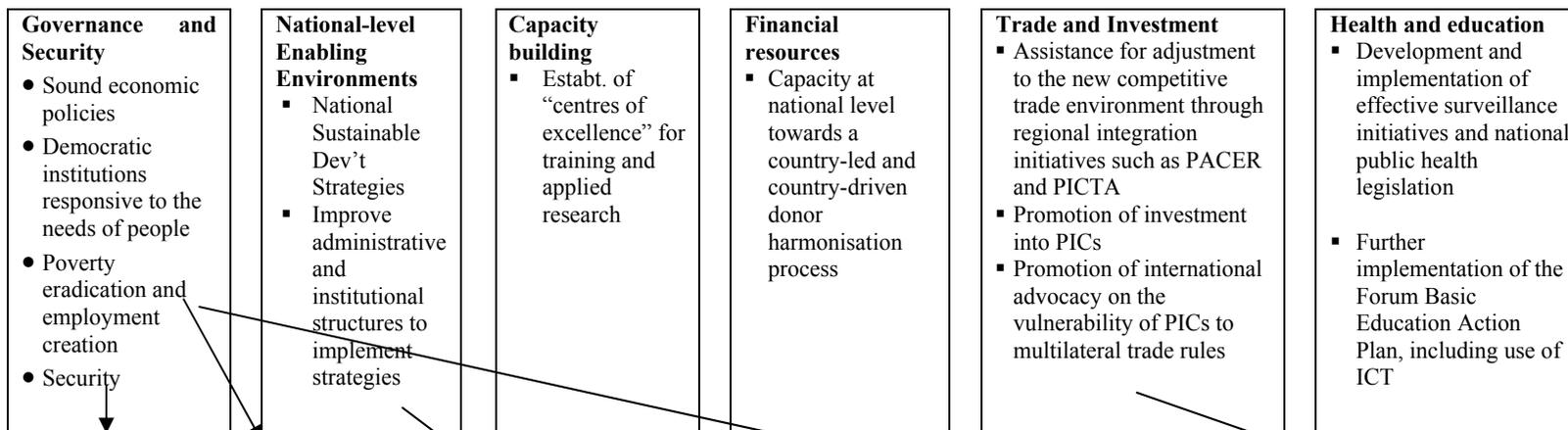
### STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

<b>Strengths</b>	<b>Weaknesses</b>	<b>Opportunities</b>	<b>Threats</b>
<b>Overall</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Strong cultural identity</li> <li>• Indigenous knowledge</li> </ul>	<b>Overall</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Socio-political instability</li> <li>• Erosion of traditional socio-cultural systems</li> <li>• Weak economies, relying on exports of agricultural commodities and tourism</li> </ul>	<b>Overall</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Emerging civil society organisations</li> <li>• Expansion of intra-regional trade</li> <li>• Potential for multi-stakeholder approach</li> <li>• Large amount of ODA funding made available by multilateral and bilateral agencies</li> <li>• Improving local food security</li> </ul>	<b>Overall</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• High vulnerability to natural calamities</li> <li>• Poor coordination among ODA agencies and governments</li> </ul>
<b>Regional Organizations</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Very comprehensive network or regional organizations</li> <li>• Institutional mechanisms to ensure coordination of their activities</li> <li>• Adequate funding available</li> <li>• Capacity to mobilize ODA resources</li> <li>• Technical expertise available</li> </ul>	<b>Regional Organizations</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Perceived inefficiency by member countries</li> <li>• Limited capacity to extend their outreach to local communities</li> </ul>	<b>Regional Organizations</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Provision of technical and policy support to member countries</li> <li>• Strengthening of bargaining and negotiation power of PICs</li> <li>• Support in the identification of niche markets for agricultural products</li> <li>• Promotion of regional integration of services and development activities</li> </ul>	<b>Regional Organizations</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited impact of their work due to lack of ownership by member countries</li> </ul>
<b>National Governments</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Local knowledge of development opportunities</li> <li>• Legislative authority to back up development priorities</li> <li>• Extensive outreach of representatives</li> </ul>	<b>National Governments</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited institutional capacity</li> <li>• Severe fiscal budgetary constraints</li> <li>• Extremely limited staff numbers</li> </ul>	<b>National Governments</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Re-orientation of public expenditure towards agriculture and rural development</li> <li>• Preparation of medium-term development plans</li> <li>• Development of a common</li> </ul>	<b>National Governments</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Frequent loss of qualified staff to private sector and ODA-funded projects</li> <li>• Absence of a strategic framework allowing a long-term vision</li> </ul>

<b>Strengths</b>	<b>Weaknesses</b>	<b>Opportunities</b>	<b>Threats</b>
		policy platform on trade issues	
<b>NGOs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Commitment to work at community level</li> <li>• Important advocacy role on poverty-related issues</li> <li>• Wide range of NGOs, local, national, regional and international</li> </ul>	<b>NGOs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited capacity to plan and work together</li> <li>• Dependence on external resource</li> <li>• Limited geographic coverage</li> <li>• Fragmentation of initiatives</li> </ul>	<b>NGOs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increasing confidence and establishment of coordinating body of regional NGOs</li> <li>• Strengthening of local governance</li> </ul>	<b>NGOs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Political interference by national governments</li> </ul>
<b>Private Sector</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity to identify investment opportunities</li> <li>• Market linkages</li> </ul>	<b>Private Sector</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Uncertain legal framework</li> <li>• Shortage of investment capital</li> </ul>	<b>Private Sector</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion of a legal environment</li> <li>• Interest in multi-stakeholder approach</li> </ul>	<b>Private Sector</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited risk-bearing capacity in volatile market conditions</li> </ul>

**IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED SUBREGIONAL PROGRAMME<sup>1</sup>**

PIC development priorities as reflected in the "Needs for Support from the International Community and Priorities for Implementation of the BPoA"<sup>1</sup>



IFAD SRESOP for the Pacific: expected outcomes (as in logframe)	Crosscutting: Promoting good governance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthened local governance to advocate for higher priority to be given to agricultural and rural development</li> <li>• Increased capacity of rural communities to address development challenges linked to their remoteness and isolation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased local food security for the Outer Islands</li> <li>• Increased employment or income generating opportunities in rural areas, esp. for youth</li> <li>• Improved national enabling environment for agricultural and rural development</li> <li>• Improved resilience of the rural poor to natural and environmental variability</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reduced economic and commercial vulnerability through improved marketing and trade advocacy</li> <li>• Improved policy environment and instruments for microcredit and SME development benefiting the rural poor</li> </ul>
Linkages to IFAD strategic framework objectives		↓	↓	↓
		<b>Strengthening the capacity of the rural poor and their organisations</b>	<b>Improving equitable access to productive natural resources and technology</b>	<b>Increasing access to financial services and markets</b>

<sup>1</sup> Source: draft Pacific Position for BPoA+10, as cited in the draft "Synopsis of Sustainable Development in PICs: The Pacific Regional Assessment and Position for BPoA+10" December 2003.

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

<b>Donor/Agency</b>	<b>Nature Of Project/Programme</b>	<b>Project/Programme Coverage</b>	<b>Status</b>	<b>Complementarity/Synergy Potential</b>
1. UNDP Global Environment Facility	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adaptation to Climate Change</li> <li>Objective: increasing countries' capacities to adapt to climate change</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All GEF-eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formulation</li> </ul>	Cooperation especially in terms of drawing linkages between adaptation and food security
2. UNDP Global Environment Facility	<ul style="list-style-type: none"> <li>Invasive Species Management</li> <li>Objective: contributing to a community-based movement to eradicate and control invasive species in local ecosystems throughout the region.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All GEF-eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formulation</li> </ul>	IFAD could provide expertise on the agricultural development and community participation aspect to the project,
3. UNDP Global Environment Facility	<ul style="list-style-type: none"> <li>LDC and SIDS Targeted Portfolio Approach for Capacity Development Mainstreaming of Sustainable Land Management (SLM)</li> <li>Objective: Building national capacities for SLM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>14 national medium-sized projects in the Pacific region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme approved by GEF, formulation of projects yet to be commenced</li> </ul>	To identify areas of cooperation during formulation of individual projects and avoid duplication
4. UNDP Global Environment Facility	<ul style="list-style-type: none"> <li>Oceanic Fisheries Management: Implementation of the Strategic Action Programme of the Pacific SIDS</li> <li>Objective: Supporting the WCPF commission and assisting PICs to strengthen national fisheries frameworks to implement WCPF convention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All GEF-eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formulation</li> </ul>	
5. UNDP Global Environment Facility	<ul style="list-style-type: none"> <li>Small Grants Programme</li> <li>Objective: providing small grants to rural communities for initiatives under the GEF focal areas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rural communities, through NGOs and CBOs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>To be launched in Fiji and Samoa by end 2004, and expanded to other PICs by 2006</li> </ul>	Knowledge sharing/co-financing

Donor/Agency	Nature Of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
6. South Pacific Tourism Organisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regional Sustainable Tourism Strategy development</li> <li>Objective: encouraging regionally sustainable tourism development</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All SPTO member countries,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formulation</li> </ul>	In terms of pro-poor rural ecotourism, provision of funds for work that specifically targets rural poor communities.
7. WSSD Pacific Umbrella Initiative – leading partners are SPREP, SPC and USP	<ul style="list-style-type: none"> <li>Planning for Sustainable Community Lifestyles in the PICs</li> <li>Objective: developing local and national capacity to institute community development frameworks</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inception and national baseline studies</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
8. FAO SAPA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regional TCP Strengthening Food Analytical Capabilities in the Pacific Region (<i>Phase II of RAS/2801</i>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fiji, Samoa, Tonga, Solomon Islands and Vanuatu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regional TCP Regional Programme for Food Security – Formulation Assistance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regional TCP Capacity Building in Codex, Food Regulation and International Food Standards Harmonization</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cook Islands, Fiji, Samoa, Tonga and Vanuatu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regional TCP Pacific PestNet Meeting Plant Protection Needs – 21<sup>st</sup> Century</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regional TCP Regional Training in Meat Processing Technology (Phase II)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>All PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
9. SPC				
SPC/EU	Development of Sustainable Agriculture in the Pacific Islands	16 ACP Pacific member countries	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coastal marine conservation program</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Pacific Region Environmental Program” All eligible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Minimal – covers EEZ

Donor/Agency	Nature Of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
		PICs		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support to artisanal fisher folk</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Community Fisheries Development Program” All eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Minimal – covers EEZ
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coastal marine conservation program</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Pacific Marine Development Program” All eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Minimal – covers EEZ
	<ul style="list-style-type: none"> <li>SPC Crop Improvement Service - improved planting materials from the SPC Regional Germplasm Centre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Pacific Crop Development Program” All eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Minimal – covers EEZ
	<ul style="list-style-type: none"> <li>SPC Animal Health Service will provide advice on integrating farming with livestock</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Paravet Training” All eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Provision of funds/co-financing
10. GEF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tuna fish stocks</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“International Water Project” All GEF-eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Minimal – execution by FFA, covers EEZ
11. EU	<ul style="list-style-type: none"> <li>Address resources issues - coastal marine, fisheries, water and waste management</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Tuna Industry Development Project” All eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Minimal – execution by FFA, covers EEZ
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Integrated Farming Approaches for Sustainable Crop Production in Environmentally constrained Systems in the Pacific Region”.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Croppro Project” All eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	minimal
12. ADB	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protocols for accessing individual countries EEZs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“Fishing Access Arrangements” All eligible PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	Minimal – execution by FFA, covers EEZ
14. AusAID	<ul style="list-style-type: none"> <li>National coverage to PICs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>“South Pacific Regional Initiatives on Genetic Resources” SID 129 000</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ongoing</li> </ul>	minimal

